éditorial

Ils délirent. Qui ça? Les représentants du système. Sur le plan intellectuel, dont les productions précèdent toujours l'élaboration des projets d'avenir, ils sont en panne sans vouloir s'en rendre compte. Il a fallu une criminelle mise en scène comme le dernier attentat des CCC, où deux sapeurs-pompiers bruxellois ont tragiquement perdu la vie, pour qu'un ***seul*** *éditorialiste, en l'occurence Kris* ***MERCKX*** *de l'hebdomadaire "gauchiste"* ***Solidaire****, ose parler d'une provocation de la CIA. CIA ou non, le discours de Kris* ***MERCKX*** *et de son camarade Ludo* ***MARTENS*** *nous fait réfléchir. Doit-on en conclure que non seulement ils étaient bêtes, dépassés par la marche en avant de l'histoire et des technologies, mais qu'en plus, ils sont devenus méchants!? Quoi qu'il en soit, CCC, CIA ou autre chose, nous requérons la peine la plus sévère voire la peine capitale pour les organisateurs et les acteurs du crime qui a coûté la vie à deux soldats du feu, et dont, curieusement, toute la flicaille du Royaume ne retrouve la moindre trace. Faut-il y voir une incompétence crasse ou pire...? Nous ne voulons ni des CCC, du moins si elles existent. On peut se poser légitimement cette question puisque les enquêteurs restent mystérieusement bredouilles. Ni de la PPP, autrement dit de la* ***Polyarchie Partitocratique Policière*** *qui contribue à ruiner le pays, à le vendre à l'étranger d'Outre-Atlantique et continue à vociférer ses âneries dans une indifférence toujours croissante.*

La visite de Jean-Paul II a suscité des polémiques. Certes, il est normal que le Chef de l'Etat du Vatican désire visiter notre pays puisqu'il a déjà roulé sa bosse partout dans le monde. Critiquer cette visite parce que l'évêque de Rome, fidèle aux commandements de son Eglise, refuse d'accorder sa bénédiction aux diverses variantes de déviants sexuels, aux prêtres tourmentés par la sexualité, aux nonnes frustrées qui veulent la prêtrise ou aux théologiens pinailleurs, c'est de l'enfantillage. C'est du délire. C'est grotesque. On ne saurait s'associer sérieusement aux protestations des soi-disant libres-exaministes qui souscrivent à ces pitreries. Et, ô paradoxe, ils servent amplement la cause de l'Eglise Romaine qui devient ipso facto le centre de ralliement des gens normaux et équilibrés. Le libre-examinisme, vertu certes à promouvoir, déchoit alors en cénacle de déraillés. Les seuls arguments valables, à nos yeux, pour critiquer cette visite, seraient d'ordre historique. Fidèles à la mémoire des ***Gueux****, des matelots du Comte* ***de LUMAY****, des compagnons de* ***Guillaume d'Orange*** *et des paysans du* ***Bundschuh****, nous n'avons pas oublié ces sinistres guerres de Quatre-Vingts Ans ou de Trente Ans que le Vatican a infligées à nos régions et à l'Europe Centrale. La fidélité aux ancêtres, à l'esprit qui animait leurs luttes ne se brade pas. Honte à ceux qui, sans vergogne, crachent sur leur drapeau. Les cendres de Claes battent nos poitrines !!*

A Bruxelles, quand Jean-Paul II est arrivé et s'est adressé aux Catholiques, nombreux se massaient sur la Grand-Place, les Italiens, Espagnols, Polonais, Libanais et Vietnamiens immigrés dans notre pays. Le drapeau de Solidarnosc claquait au vent, le drapeau libanais aussi, le même qui figurait sur les brassards des tueurs de Chabra et Chatyla. Evidemment, Libanais et Vietnamiens à qui on a donné la nationalité belge sont de fervents électeurs des partis confessionnels en perte de vitesse et constituent des réservoirs de policiers supplétifs experts en cas de révolte des masses ouvrières autochtones contre la politique de désindustrialisation voulue par Washington. L'anti-communisme primaire d'importation,

suite page 16, bas de la 2ème colonne.

VOULOIR

SUPPLEMENT A LA REVUE ORIENTATIONS Numéro 15/16 Avril-Mai 1985

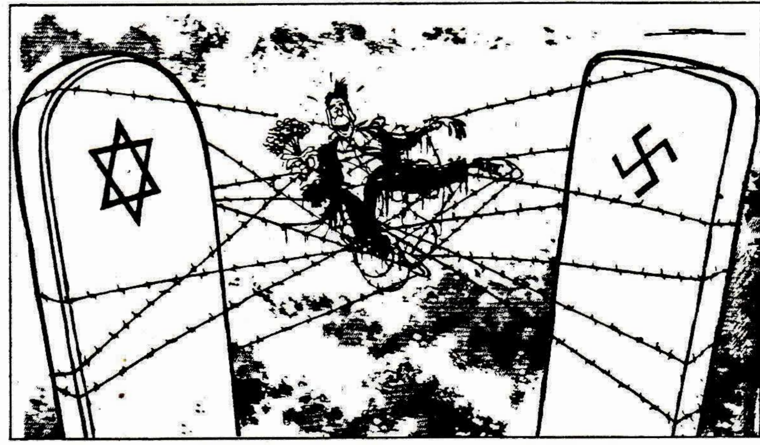
CONSTRUIRE NOTRE VOLONTE

Au nom des "droits de l'Homme" et de la "démocratie", les Américains sont venus nous "libérer" entre 1942 et 1945. Il faut être un esprit crédule pour croire à cette "libération". De plus en plus d'historiens -comme l'Allemand Dirk **BAVENDAMM**- se donnent la peine de réfléchir et découvrent que les dirigeants américains ne pouvaient admettre que, sous n'importe quel régime (nazi, social-démocrate, national-libéral, catholique, communiste ou fasciste), une Europe unifiée se constitue. Ce souci, hélas, est toujours actuel.

Comment les supergros de l'Ouest et de l'Est pourraient-ils envisager une unification européenne sous quelque forme que ce soit? La superpuissance hégémonique placée sous le signe du coca ne pourrait admettre un concurrent peuplé de 500 millions d'hommes et disposant d'un solide réservoir de matière grise. De son côté, la grande zone "Vodka" verrait avec reluctance se former sur son front ouest un empire dynamique et fort, menace mortelle pour son régime sclérosé. L'Europe est donc coincée dans un étau, un double étau de médiocrité, mais de médiocrité musclée. Voilà ce dont elle doit se libérer à tout prix.

Or, après une période de délices de trente-cinq ans, de bien-être factice, les craquements de la crise éveillent une Europe assomée depuis 1945. Aujourd'hui, la génération montante ne croit plus aux lendemains qui chantent; elle rit ou s'indigne des jeux politiques; mieux encore, elle y est totalement indifférente. Elle sait qu'elle va être confrontée à des événements totalement neufs et **rien** de ce qui existe ne sera encore valable au XXIème siècle. La social-démocratie, que les socialistes du CERES n'hésitaient pas à nommer "social-médiocratie", panacée des pseudo-démocraties de notre après-guerre, s'effondre sous les coups de bélier de la crise. Les régimes pseudo-socialistes de France et d'Espagne appliquent une politique mercantile de centre-droit. L'Amérique dont ils ne se sont pas détachés -et sur laquelle ils se sont au contraire alignés- n'en permettrait d'ailleurs pas une autre. Mais une fois constaté le dépérissement de la social-démocratie, que reste-t-il?

Son antidote libéral? Oui, sans doute, mais uniquement pour les niais qui aiment les truismes manichéens. Non pour ceux qui raisonnent déjà autrement. Selon les critères du manichéisme dominant, après la régulation de l'économie, régulation qui mène à l'étouffement par pléthore de fonctionnaires appliquant règles et édits souvent abscons, ce serait le retour au libéralisme, au "libre-échange", àla liberté, vertus qui nous viendraient de l'expérience Reagan.



La farce de Bitburg selon un caricaturiste du quotidien texan ***The Dallas Morning News****. Archéo-nazis et nervis sionistes restaurent le manichéisme aryen/juif et négligent la symbiose philosophique judéo-allemande du XIXème siècle (Moses* ***HESS****,* ***HUSSERL****,* ***SCHELER****, Hans-Joachim* ***SCHOEPS****, etc). C'est la meilleure manière de ne jamais sortir de l'impasse.*

Veau d'Or et individualisme forcené: ce sont les signes, les symboles sous lesquels s'est toujours rangée l'Amérique, républicaine ou démocrate. Mais le libéralisme reaganien n'est pas du tout ce que certains économistes, mauvais vulgarisateurs orientés, prétendent. Quelques exemples illustrent l'autre face de l'expérience américaine: par la hausse artificielle du dollar, les fermiers du Middle West ont perdu, en deux ans, six milliards de dollars de vente à l'étranger et réclament une autre politique. L'industrie américaine de la chaussure ferme ses usines à la cadence d'une par semaine. La sidérurgie et les industries d'habillement réclament non seulement des droits d'entrée mais des quotas à

l'importation. Le président de Motorola exige une surtaxe de 20% sur toutes les importations. Les pertes de Caterpillar s'élèvent à 428 milliards en 1984 et les exportations de blé, de soja et d'autres céréales ont chuté de 20%. Heureusement pour les Etats-Unis, les céréaliers exportent encore vers la Russie. Des centaines d'autres exemples pourraient être cités. Tout cela n'a qu'un lointain rapport avec la devise classique du libéralisme, "laissez faire, laissez passer", de ce libéralisme que des rêveurs voudraient introduire en Europe. Ces rêveries, c'est le régime économique que les Américains voudraient que nous pratiquions pour ruiner nos industries.

Indéniablement, la reprise de l'économie américaine existe mais elle est due, d'une part, à l'argent des autres nations (aux pétro-dollars et aux euro-dollars) et, d'autre part, à une dette publique atteignant des sommets inégalés à ce jour. Les Etats-Unis dépendent de l'épargne étrangère et vivent sur un volcan dont le cratère est bouché par la masse d'argent spéculatif étranger.

De plus, les prêts aux pays d'Amérique Latine ne peuvent être remboursés et mettent les banques des Etats-Unis dans une situation plus que délicate. Les "states", qui se proclament "libéraux", ont bien compris que la situation n'est pas aussi brillante que l'affirme le reaganisme et, dans l'ensemble, ils ont augmenté leurs droits d'entrée de 20 à 30%.

Il faut toutefois mettre à l'actif de la politique économique américaine une reprise de 7% en 1984, une inflation jugulée (4%) et un investissement massif dans la haute technologie. Cette percée s'est faite par le truchement d'une politique monétaire restrictive, d'une diminution des impôts pour les revenus élevés, d'une incitation fiscale à l'investissement, de la déréglementation, du libre cours des forces du marché, de la flexibilité sociale, de la baisse des salaires et de la mise au pas des syndicats. Ces mesures épatent les "libéraux" européens, dépourvus, en bons colonisés, de toute conscience politique d'envergure. Ces politiciens ne voient pas que c'est par une politique de réarmement massif, provoquant un boom dans les industries de pointe et d'armements, que s'opère cette relance. Cette politique militaro-industrielle favorise les ploutocrates américains.

Pour l'économie américaine, il s'agit d'un véritable pactole avec, en contrepartie, une dette grossissant chaque jour davantage. Un autre élément pouvant provoquer un éclatement social à moyenne échéance: la diminution du chômage a été compensée par des augmentations insignifiantes des salaires (4% de 1973 à 1982; en Europe, 22%) et de nombreux travailleurs à haut salaire ont été remplacés par des techniciens et ouvriers se contentant de revenus moindres.

Le reaganisme n'est donc pas aussi "libéral" qu'on le prétend de ce côté-ci de l'Atlantique. Surtout, le volet social y est totalement négligé. L'application de ce système n'apparaît pas comme la solution idéale pour les Américains, pour les peuples qui vivent sur le sol des Etats-Unis, au moins à long terme, et paraît en grande partie inapplicable en Europe, où les solidarités, même émoussées par les rythmes de la société de consommation, restent solides. La crise s'aggrave malgré tout ce que nous mentent nos politiciens et affabulent nos médias. Une relance européenne, qui devra nécessairement corriger les excès de la social-démocratie/social-médiocratie, doit se garder de l'anarchie libertarienne des néo-libéraux.



Déploiement de forces policières près de la centrale nucléaire de Brockdorf en RFA. Le consensus démocratique s'étiole.

Qu'on l'admette ou non, l'économie fait partie intégrante de notre culture et celle-ci, subissant l'ethnocide programmé par l'industrie des loisirs importée d'Outre-Atlantique, est déjà sévèrement disloquée. De ce fait, un double danger nous guette: face à une dégradation de l'économie américaine, qui pourra se précipiter subitement par un nouveau krach à Wall Street et à cause du laxisme européen, l'URSS n'aurait plus qu'à donner le coup de pouce nécessaire pour subjuguer l'Europe. ou, ce qui est finalement beaucoup plus plausible, les Etats-Unis ne trouveraient de solution à leurs problèmes économiques qu'en créant les éléments d'une guerre limitée au théâtre européen. Il y a des précédents! Rappelons-nous les projets d'avant-guerre de **ROOSEVELT**, dont les objectifs étaient de briser l'industrie allemande concurrente et le complexe militaro-économique qu'était l'Empire Britannique. **TRUMAN** déclarait pour sa part qu'il fallait qu'Allemands et Russes, communistes et fascistes se saignent mutuellement pour que les Américains puissent tirer profit du carnage et s'allier avec le plus faible contre le plus fort. Le plus faible était l'URSS, presque anéantie par les armées de **HITLER** en 1942, et susceptible de frapper le Japon en Mandchourie. Dans la perspective actuelle, les deux supergros en découdraient sur notre dos; l'un pour sauver son économie et l'autre pour trouver des accès faciles aux océans.

Tous ces éléments, choisis parmi beaucoup d'autres possibles, ont changé l'optique de la jeunesse actuelle, même si elle n'en a pas encore une conscience précise C'est ce qui explique, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Angleterre et en Belgique, le succès des mouvements neutralistes, pacifistes, écologistes, hostiles à la politique politicienne habituelle. Ces mouvements propagent des sentiments encore confus, mal formulés et mal conceptualisés, de sauvetage de notre Europe. Au sein des partis socialistes, des hommes comme Oskar **LAFONTAINE** et Peter **BENDER** en Allemagne, Rik **COOLSAET** en Belgique et **W.L. BRUGSMA** aux Pays-Bas publient de vigoureux plaidoyers pour le non-alignement des pays européens, pour un désengagement radical ou progressif vis-à-vis des diktats américains. Des convergences étonnantes s'observent depuis cinq ou six ans entre les ailes gauche des partis socialistes et des nationalistes de tradition plus ancienne. C'est vrai en Allemagne mais aussi en Angleterre où le **National Front**, réputé néo-fasciste, a fait sien le vieux slogan gauchiste du temps de la guerre du Vietnam: "Yanks out!" (= Les Yankees dehors!). Toutes les nuances de la gauche et de la droite se retrouvent subitement alliées dans une commune opposition aux méprisables serviteurs de Moscou et de Washington. Même à l'intérieur des vieux partis, ce qui favorisera, enfin, leur dislocation à moyen terme. La grande erreur de nos politiciens actuels, que les événements balaieront, que les nécessités élimineront, consiste à croire aux clivages gauche/droite, démocratie/dictature. La véritable opposition qui naît chez nous confronte ceux qui, d'une part, acceptent à l'Ouest la domination atlantique, à l'Est la domination soviétique et, d'autre part, ceux qui veulent la résurgence de l'Europe, une Europe puissante, dégagée des blocs et armée pour défendre son non-alignement et pour ôter toute velléité aux supergros de la réduire une seconde fois en esclavage. Ce projet demande surtout de la **volonté**.

En proie à des soubresauts terribles et sanglants, les pays arabes "veulent". Ils y arriveront grâce au catalyseur israëlien (une des plus grandes erreurs de l'impérialisme américain); l'Afrique Noire, qui subit le néocolonialisme, ne perd pas son âme et n'attend qu'une Europe forte et volontaire pour traiter d'égal à égal avec elle; l'Inde, magnifique exemple et mère-patrie du non-alignement, refuse l'allégeance aux Russes, aux Américains et aux Chinois. Nous autres Européens faisons bien triste figure parmi toutes ces nations volontaires.

C'est pourtant le moment de reprendre en mains notre destin. Les Etats-Unis vont vraisemblablement se débattre dans une crise sans précédents car leur politique

de surarmement n'aura qu'un temps; l'URSS est loin d'être sûre de son front oriental, des pays subjugués d'Europe Centrale voire des régions de religion musulmane. De plus, ses gérontocrates connaîtront bientôt la paix des cimetières et des mausolées. L'avènement de Gorbatchev, même s'il prouve la pérennité des orientations géopolitiques de la nation russe, signale l'effritement des crispations idéologiques.

Mais recouvrir notre indépendance doit aller de paire avec une réforme radicale de notre système démocratique. Celui-ci devra, comme le souligne Alain **de BENOIST** dans son dernier ouvrage consacré au problème que constitue la démocratie, s'axer sur la **participation**. La démocratie ne pourra plus survivre au siècle prochain sous le signe de l'individualisme. Une démocratie réelle et directe, à l'âge de l'informatique qui révolutionne les communications, aura besoin d'un ciment communautaire. En effet, pour lutter contre la crise et la résoudre, toutes les énergies sont indispensables et l'union du peuple doit supplanter les querelles et les clivages des vieilles idéologies libérale, chrétienne ou social-médiocrate. Plus rien ne se fait, dans n'importe quel domaine, par l'individualisme. Dans le domaine de la recherche, en médecine, en sciences appliquées, dans l'industrie et le commerce, tout est **équipe**. La communauté prendra le pas sur l'individualisme égoïste.

François **PERROUX**, l'économiste qui a suggéré, dans le cadre de l'UNESCO, aux Européens et aux Latino-Américains de s'organiser en espaces semi-autarciques auto-centrés, affirmait que les deux structures fondamentales de l'économie étaient la **firme** et la **nation**. L'une et l'autre impliquent une dimension communautaire, d'ordre social d'une part et historique de l'autre. La **firme** et la **nation** sont donc les deux piliers sur lesquels nous construirons l'Europe d'après la crise. Les autres aires de civilisations (monde musulman, mondes indien et latino-américain) feront de même.

Jean E. van der Taelen.

Nous convions tout particulièrement nos lecteurs à lire l'excellent article de Michel ***GODET*** *paru dans* ***Le Monde Diplomatique*** *d'avril 1985. Intitulé* ***Renaissance ou déclin caché des Etats-Unis****, ce texte nous dévoile la fragilité économique des USA malgré les apparences d'un regain de vitalité.*



carl schmitt a quitté la vie...

Le philosophe du politique, Carl Schmitt, nous a quitté le 7 avril dernier, à l'âge de 97 ans. Il s'est éteint dans son village natal de Plettenberg en Westphalie. Nul ne saurait penser sérieusement la politique sans faire référence à son oeuvre. Sur bien des plans, nous nous sommes placés dans son orbite. Notre collaborateur Vincent Goethals lui rend ici un trop bref hommage; nous nous référerons souvent encore à ses textes. Carl Schmitt reste vivant dans nos cerveaux.

Carl **SCHMITT** naquit le 11 juillet 1888 à Plettenberg en Westphalie. Ses parents appartenaient à une famille rigoureusement catholique, peu fortunée qui vivait dans une région à majorité protestante. Après l'école primaire de sa paroisse, le jeune Carl fut inscrit en 1900 au gymnasium d'Attendorn. En mars 1907, il réussit avec brio son "Abitur" et entra dans le monde universitaire: à Berlin d'abord, puis à Munich et enfin à Strasbourg. Ses intentions initiales étaient d'étudier la philologie. Il se décidera finalement pour le droit. En 1910, il acquit le titre de docteur grâce à un travail intitulé **Schuld und Schuldarten** (= Culpabilité et types de culpabilité). En 1915, Carl **SCHMITT** se porta volontaire de guerre mais un accident, une chute de cheval, au cours de son instruction empêcha son affectation au front. Il servira son pays à Munich, dans un service administratif chargé de traiter les problèmes sociaux nés de la situation de guerre: rationnements, marché noir, etc.

En 1918 et 1919, il assista en spectateur au régime des "soviets" installé à Munich et dirigé par Kurt **EISNER** et ses amis. En 1922, il fut fortement impressionné par la prise du pouvoir de **MUSSOLINI**. Ces événements le conduiront à publier ses deux premiers ouvrages de politologie: **Politische Romantik** (= Le romantisme politique) en 1919 et **Die Diktatur** (= La dictature) en 1921. D'une importance capitale, le premier de ces livres donne d'emblée le style de toute l'oeuvre ultérieure du juriste. Au Dieu transcendant, à la Société ou au Peuple des révolutionnaires et à l'Histoire des conservateurs, les romantiques opposent le "Moi créateur", sous la forme de l'irrationalité de la personne. De cette irrationalité naît un désordre, une confusion entre la politique et l'esthétique qui conduit à l'impuissance puisqu'elle est corrollaire 1) d'un refus **d'intervenir** dans le monde réel et 2) d'une passivité qui, au lieu de **vivre**, se contente de **bavarder sur la vie**.

Die Diktatur se penche sur la signification historique du terme "dictature". Schmitt y étudiait les diverses conceptions que l'on s'est fait de la dictature à travers les siècles. De Rome à **MACHIAVEL** et de **BODIN** à 1848, **SCHMITT** analyse principalement le rôle, jusqu'alors négligé, de la "commission" et des "commissaires". **SCHMITT** distingue deux types de dictature: l'une qu'il appelle "dictature du commissaire" (émanant d'un pouvoir **constitué** et cherchant à rétablir une situation normale) et l'autre "dictature souveraine" (émanant d'une pouvoir **constituant** et cherchant à abolir un régime antérieur et à en créer un nouveau).

En 1923, **SCHMITT** publia une plaquette illustrant la généalogie du parlementarisme (**Die geistesgeschichtliche Lage des heutigen Parlamentarismus**); il y analysa la dictature de type marxiste. **SCHMITT** estime que l'essence du parlementarisme, c'est le débat, la discussion et la publicité. Ce parlementarisme peut s'avérer valable dans les aéropages d'hommes rationnels et lucides, mais plus quand s'y affrontent des partis à idéologies rigides qui prétendent tous détenir la vérité ultime. Le débat n'est alors plus loyal, la finalité des protagonistes n'est plus de découvrir par la discussion, par la confrontation d'opinions et d'expériences diverses, un "bien commun". C'est cela la crise du parlementarisme. La rationalité du système parlementaire est mise en échec par l'irrationalité fondamentale des partis.

Les autres écrits de la période de Weimar se situent dans le prolongement de ces ouvrages. **Politische Theologie** (1922) se résume en une phrase: "Tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'Etat sont des concepts théologiques sécularisés". En politique, écrit également **SCHMITT**, on ne saurait échapper à la **décision**, sous peine de tomber dans l'**irrésolution** propre au libéralisme. **SCHMITT** renoue là avec la vision politique (voire théocratique) des contre-révolutionnaires latins du début du XIXème siècle: Joseph **de MAISTRE**, **BONALD** et Donoso **CORTES**.

SCHMITT a par ailleurs été l'un des plus grands théoriciens européens du droit international. Ses premières critiques ont été formulées contre la SDN, critiques qui peuvent être adressées à l'ONU. Mais **Der Nomos der Erde** (1950) reste l'ouvrage le plus complet, le plus riche de **SCHMITT**. Dans ce livre, il nous démontre que le droit n'existe pas sans territoire et que les civilisations se basent sur une organisation spécifique de l'espace (**Raumordnung**), d'où découle un **ius publicum** admis par tous. En Europe, de la fin du Moyen Age jusqu'au début de notre siècle, l'histoire a connu un **ius publicum europaeum** où l'on admettait que chaque Etat, chaque Nation menaient une guerre juste de son point de vue. Ce respect de l'adversaire

et des mobiles qui le poussent à agir humanisera la guerre. Avec **WILSON**, on assiste à un retour à la discrimination entre les ennemis car l'Amérique (étrangère à l'histoire pluriséculaire qui a généré le **jus publicum europaeum**) s'arroge le droit de mener **seule** une guerre juste. Cette prétention (qui, s'il n'y avait la complicité criminelle de certaines sphères dirigeantes en Europe, mettrait d'office l'Amérique au ban des nations civilisées) s'est répétée lors de la seconde guerre mondiale, pendant la guerre froide (quand le maccarthysme laissait prévoir le pire), lors de la guerre du Vietnam, dans la propagande orchestrée contre Khomeiny et Kadhafi, dans les dérapages occasionnels où resurgit la haine viscérale contre l'Europe, dans la hargne fanatique à l'égard du Nicarague sandiniste, etc. Les Etats-Unis, selon cette optique schmittienne, portent la lourde responsabilité devant l'histoire d'avoir à nouveau déshumanisé la guerre. Tout est à nouveau permis quand le régime intérieur de l'adversaire déplait.

Pour comprendre cette démonstration, il faut connaître l'évolution de **SCHMITT** depuis l'avénement de **HITLER** jusqu'à l'effondrement du IIIème Reich. Carl **SCHMITT** a effectivement adhéré au parti national-socialiste dès 1933, non par conviction puisqu'il avait critiqué et raillé le mouvement de **HITLER**, mais pour avoir enfin l'occasion de faire passer ses idées dans une société neuve. **SCHMITT** propose une constitution basée sur trois piliers: l'Etat, le mouvement et le peuple apolitique. Ce type de constitution rejetait le dualisme libéral (Etat/Société) et cherchait à inaugurer une forme d'organisation corporative du peuple. Les nazis lui reprocheront de parler du "statut apolitique du peuple" (puisque selon la théorie du déterminisme racial tout peuple "supérieur" secrète spontanément une conception innée du politique) ou d'ignorer les fondements raciaux du politique. **SCHMITT** en revanche a justifié la "Nuit des Longs Couteaux" (30 juin 1934). Mais cette justification lui fut dictée par le Général **von BLOMBERG**. Ce dernier approuvait bien sûr l'élimination de l'état-major des SA, concurrent de l'Armée mais, en même temps, cherchait à défendre la mémoire du dernier Chancelier de Weimar, Kurt **von SCHLEICHER** (Cf.**Vouloir** n°8) et de **von BREDOW**, assassinés le même jour. Or l'élimination des SA profita aux SS, concurrents plus redoutables encore pour l'armée traditionnelle. Le texte de **SCHMITT**, intitulé significativement "Le Führer protège le droit" (dans le sens où **HITLER** protégeait la constitution contre les tentatives de "seconde révolution" qui germaient dans la SA), réhabilitait modérément **SCHLEICHER**, l'homme dont il avait été le conseiller. **BLOMBERG** ménageait la chèvre et le chou. Et Carl **SCHMITT**, comme il l'avouera ultérieurement, cherchait à tirer ses épingles du jeu et à sauver sa vie. Mais dès 1936, il fera l'objet d'attaques en règle de la part d'instances du parti. On lui reprochera son opportunisme et son manque de foi dans la révolution nationale-socialiste.

Après ces démêlés, **SCHMITT** évitera d'aborder les questions de droit interne et approfondira ses thèses sur le "grand-espace" **(Grossraum)**. Ce "grand-espace" vise à donner plus de cohérence encore au territoire où s'exerçait jadis le **jus publicum europaeum**. **SCHMITT** parlait d'organiser militairement et économiquement un bloc continental européen et d'interdire l'intervention de puissances étrangères à cet espace (en l'occurence l'Amérique). En cela, ses recherches rejoignent celles de l'Ecole géopolitique allemande de Karl Ernst **HAUSHOFER**, d'Otto **MAULL**, etc. **SCHMITT**, comme nous l'avons déjà signalé dans ces colonnes (Cf. n°14), vise à imposer une Doctrine de Monroe pour l'Europe: l'Europe aux Européens. Pour les adversaires nationaux-socialistes de **SCHMITT**, tel Werner **BEST**, cette idée d'un espace juridique grand-européen, où le **jus publicum europaeum** modernisé réhumaniserait les rapports entre nations, constitue une utopie. A la place de ce "völkerrechtliche Grossraumordnung", **BEST** prône un "völkische Grossraumordnung", c'est-à-dire un espace où la population est homogénéisée sur le plan racial. La lutte entre l'idée juridique (d'essence romaine) et l'idée raciale, l'idée de peuples ethniquement homogènes se répète une fois de plus.

Après la guerre, et outre ses spéculations audacieuses sur la notion vitale de "grand-espace", **SCHMITT** abordera la question du "partisan". Pour **SCHMITT**, le partisan est une "instance en formation" qui a besoin de l'appui d'instances régulières existantes. L'analyse de ce processus révolutionnaire a attiré l'attention des penseurs d'extrême-gauche, enthousiasmés par la lecture des écrits de **MAO**, de **GIAP**, du Che et par l'épopée du FNL algérien, du Vietcong, etc.

Rien de plus moderne que la critique de Schmitt contre les rigidités du parlementarisme partitocratique, contre le culte du discours stérile propre au libéralisme. Rien de plus moderne finalement que cette notion de "grand-espace", que cette hostilité nécessaire à l'Amérique, postulée par l'instinct de conservation de notre civilisation. Si **SCHMITT** n'est plus édité en France ou en Belgique, s'il n'est plus guère évoqué dans l'Allemagne de Bonn, l'Italie sauve l'honneur d'une Europe qui ne reconnaît pas (pas encore?) la valeur de ce philosophe du politique qui lui lègue les recettes pour sortir de son déclin.

C'est d'ailleurs à gauche, aujourd'hui, que **SCHMITT** connait un succès croissant. Bien sûr, ici en Belgique, où les clivages sont restés ceux du XIXème siècle voire, avec la stérélisation idéologique quasi totale que subit notre monde socialiste, du XVIIIème, la gauche continuera à réciter les bribes d'un catéchisme moralisant marxiste que Marx aurait copieusement moqué. En Italie, les intellectuels du parti communiste éditent Schmitt, organisent des colloques autour de son oeuvre et créent une exégèse très enrichissante. Cet enthousiasme des adversaires d'hier prouve que **SCHMITT** est devenu un classique. Un immortel.

Vincent GOETHALS.

Parmi les livres récents parus en Italie sur Carl ***SCHMITT****, citons:* ***ISTITUTO GRAMSCI VENETO, La politica oltre lo Stato: Carl Schmitt*** *(Arsenale Cooperativa Editrice, Venezia, 1981). Pier Paolo* ***PORTINARO, La crisi dello jus publicum europaeum. Saggio su Carl Schmitt****, edizioni di comunità, Milano, 1982. Carl* ***SCHMITT, Scritti politico-giuridici 1933-1942*** *(a cura di Alessandro* ***CAMPI****), Bacco & Arianna, Perugia, 1983.* ***DIORAMA LETTERARIO*** *(dir. Mario* ***BOZZI SENTIERI*** *e Marco* ***TARCHI****), N°68/69, Febbraio/Marzo 1984,* ***Carl Schmitt nel nostro tempo*** *(Adresse:* ***DL****, Casella postale 1364, Firenze).*

NEUTRALITE SAVOYARDE !

La Savoie n'est française que depuis 1860. Le particularisme savoyard n'a pas disparu dans le soi-disant creuset français. Aujourd'hui, certains cercles et mouvements réclament l'autonomie de la Savoie dans le cadre français ou européen. C'est le cas notamment du **Cercle de l'Annonciade** animé par Monsieur Paul **REBOTON** (L'Annonciade était un ordre de chevalerie créé en 1362 par le comte Amédée VI de Savoie).

Paul **REBOTON** vient d'entreprendre des démarches auprès de l'ONU afin de faire reconnaître certains des droits du peuple savoyard que la France n'a pas respectés. Parmi ces droits, le droit de vivre en paix hors des querelles des Etats-Nations et hors de l'affrontement actuel entre les "blocs". Le Traité de Vienne de 1815 et le Traité de Turin de 1860 prévoyaient en effet l'extension de la neutralité perpétuelle de la Confédération Helvétique à la Savoie du Nord (en cas de conflit). Cette clause, bien sûr, n'a jamais été respectée par l'Etat français. Mais les militants savoyards sont bien décidés à demander l'application de ces traités et à veiller à leur respect.

L'action de Paul **REBOTON** et de ses amis traduit l'émergence encore timide en Savoie, contre l'Etat centralisé et le "colonialisme français", d'une conscience ethnique et populaire savoyarde mais aussi d'une conscience européenne: la Savoie se souvient de son passé de peuple libre au sein de l'Empire Romain de la Nation Germanique, préfiguration de l'Empire européen de demain !

Thierry MUDRY.

(**Cercle de l'Annonciade**. Secrétariat: 101 Corsuet, F-73.100 AIX-en-SAVOIE).

LES STRATEGIES ALTERNATIVES: UN EXCELLENT RESUME !



Die militärpolitische Studie „*Strategische Bedingungen alternativer Verteidigung*" kann zum Preis von DM 6,- bestellt werden beim VERLAG DEUTSCH-EUROPÄISCHER STUDIEN GMBH, Postfach 111927, 2000 Hamburg 11
(Probeheft und Prospekt V anfordern!)

LA FIN DU LIBÉRALISME



Alain de Benoist, au moment où paraissait ***Comment peut-on être païen ?*** *Il prépare actuellement un livre sur le libéralisme, qui constituera une critique radicale de la mode néo-libérale qui contamine et la gauche et la droite.*

Nous publions ci-dessous, à titre informatif, le plan d'un exposé fait par Alain de BENOIST sur le libéralisme lors d'un colloque tenu à Genève le 3 mars 1985. Ce plan servira d'ébauche à un livre qui paraîtra au cours de cette année.

1.INTRODUCTION:

On assiste à l'heure actuelle à une **vague** de néolibéralisme qui revêt une ampleur incontestable.

Les causes. Il faut distinguer: a) les causes **profondes:** effritement des modèles (URSS, Chine, Cuba, etc.), désagrégation des idéologies d'extrême-gauche, désillusions, silence des intellectuels; b) les causes **conjoncturelles:** en France, l'élection de Mitterand; aux Etats-Unis, le "phénomène Reagan".

Les résultats. L'inculture de la classe politique aidant, "tout le monde est libéral" (de Le Pen à Fabius). Le mot reçoit les **définitions** les plus contradictoires et perd finalement toute signification.

Nécessité de remonter aux **sources.** Le libéralisme est une **idéologie** historiquement située, avec trois volets: philosophique, politique, économique. Mais cette idéologie, contrairement au marxisme, n'a pas un père fondateur unique. Il y a diversité des écoles, des tendances, etc.

2.La conception centrale:

Le libéralisme pose d'entrée de jeu une certaine conception de l'**homme** et de la **société.**
On peut résumer cette conception de la façon suivante: pour les libéraux, la société est un **agrégat d'individus égaux** qui poursuivent **rationnellement** leur meilleur intérêt, intérêt qu'ils sont mieux placés que quiconque pour connaître. C'est là le paradigme de l'homo oeconomicus, le recours à l'**individualisme** méthodologique. Il en découle un certain nombre de conséquences. Nous en examinerons quelques-unes.

3. L'INDIVIDUALISME:

a) Dans la conception libérale, l'individu (distinct de la **personne**) constitue le point de départ et le centre. Il est à lui-même sa propre fin.
b) L'individu est **premier**, non seulement en importance, mais aussi "chronologiquement". Il **précède** la société; c'est de là qu'il tire des **droits inaliénables,** inhérents à sa "nature".
c) La société naît d'un **contrat.** Elle est le fruit d'un acte rationnel entrepris par des individus visant à réaliser leur meilleur intérêt.
d) Les structures collectives ne sont que des **additions** d'individus; elles n'ont pas de caractères qui leur soient propres en tant que **tout** (elles ne sont que la somme de leurs parties).
e) Les peuples, les cultures, les nations, etc. deviennent des notions transitoires, secondaires (cf. les "superstructures" chez **Marx**).
f) L'individu n'a rien à sacrifier aux entités collectives. Le libéralisme légitime l'égoïsme par le jeu de la "main invisible" (Comme le disait déjà **Mandeville,** les vices privés sont des vertus publiques).

4.L'ECONOMISME:

a) Historiquement, l'individualisme émerge de pair avec la constitution de l'économie comme **catégorie autonome.** De même, le libéralisme est avant tout la doctrine qui légitime **l'émancipation** de l'économique vis-à-vis du politique.
b) L'économie, règne de la quantité et du commensurable (donc, "en dernière instance", de l'**homogène**), s'accorde intrinsèquement aux postulats fondateurs de l'égalitarisme.
c) Pris en son essence, le **politique** contredit de multiples façons les principes libéraux: 1) il vise au **bien commun** avant les intérêts individuels; 2) il manifeste que l'homme est un "animal politique" (**Aristote**); 3) il est irréductible à la pure **rationalité;** 4) il instaure des **frontières;** 5) il exerce une **autorité,** etc.
d) Le libéralisme n'est pas tant une doctrine politique (bien qu'il y ait un libéralisme politique) qu'une doctrine de **limitation** de tout pouvoir politique. L'**Etat libéral** est un "veilleur de nuit". Dans cette optique, il convient de parler d'un théorie des **contre-pouvoirs.**
e) Finalement, pour les libéraux, **l'économie c'est le destin.** Le libéralisme accuse ici des similitudes avec le marxisme.
f) Par extension, le modèle du **marché** est pris comme modèle de tous les phénomènes sociaux.
g) Progressivement, tout est ramené aux critères de l'**efficacité marchande.** Tout ce qui ne rentre pas dans ce cadre (exigences de souveraineté nationale, structuration symbolique d'un imaginaire producteur de **sens collectif**, phénomène qualitatifs, etc.) est tenu pour secondaire ou pour inexistant.

5.Le "NATURALISME":

a) La théorie libérale repose sur la croyance en une **"nature " de l'homme.** Il en existe deux variantes: la "table rase" de **Locke** à **Condillac;** la "raison une et entière en chacun" de **Descartes.**
b) Sur le plan économique, le **marché** est regardé comme un phénomène "naturel" et "universel". Il n'est **pas** institué. Il fonctionne de façon "optimale" hors de toute intervention ("laissez faire, laissez passer").
d) Comme le marché est pris comme modèle de tous les phénomènes sociaux, la permissivité voire l'anarchie sont sous-jacents (exemples: les théories extrêmes des **libertariens** américains, les positions de **Friedmann** concernant la drogue, l'absence de stratégie vis-à-vis d'un problème comme l'immigration, etc.).
e) **Les thèses de HAYEK.** Sa doctrine a le mérite de rompre avec une partie de l'héritage libéral classique (rationalisme, cartésianisme), mais elle aboutit à limiter la possibilité concrète pour les hommes d'énoncer des **projets** collectifs et de se donner un **destin.** La critique hayékienne du "constructivisme" montre également des limites.

6.Libéralisme contre socialisme:

Il est aisé de montrer l'**inefficacité** d'un recours au libéralisme pour lutter contre le socialisme.

a) Le socialisme est le **fils ingrat** du libéralisme (cf. ce qu'en dit **Marx**). Il lui est apparenté historiquement et idéologiquement. Il partage avec lui des croyances fondamentales: égalitarisme, rationalisme, économisme, hostilité envers le politique, croyance au progrès, tendance à la fin de l'histoire, etc.
b) Aux yeux des socialistes, les libéraux violent leurs propres principes: ils "s'arrêtent en route". Face à cette critique, le libéralisme devient une idéologie de la **mauvaise conscience.** Il n'a le choix qu'entre le cynisme ou la capitulation.
c) Idéologie **rationaliste,** le libéralisme croit à la "fin des idéologies" et à la possibilité d'une "objectivité **technicienne**". Celle-ci équivaut à la fin des **choix.** De ce fait, les libéraux sont très mal armés pour analyser l'offensive idéologique menée contre eux et pour répondre aux aspirations auxquelles les idéologies répondent. Le libéralisme vise à donner des **moyens** d'existence, non des **raisons** de vivre (et de mourir).
d) Le fait que la gauche se rallie de façon de plus en plus nette aux principes libéraux montre que ceux-ci ne constituent plus un principe de **differenciation.**

7.CONCLUSION:

a) Les postulats fondateurs du libéralisme sont **faux.** L'individu n'est pas "premier" par rapport à la société. Il ne peut être appréhendé en dehors de sa **citoyenneté;** c'est uniquement de ses **appartenances** qu'il tire ses droits (et ses devoirs). Le paradigme de l'**homo** oeconomicus n'est pas fondé. Le marché n'est pas le modèle "naturel" de l'échange économique, etc.
b) Opposer le libéralisme au socialisme, c'est opposer une doctrine du XVIIIème siècle à une doctrine du XIXème siècle. Il est temps de faire preuve d'un peu plus d'inventivité.
c) Libéralisme et socialisme fonctionnent comme diastole et cystole: chacun est le **repoussoir** de l'autre.
d) Face à ceux qui, hier, étaient les "compagnons de route" de Moscou et qui sont aujourd'hui les "collabos" de Washington, nous sommes le **parti de la résistance.** L'Europe représente la **troisième voie,** aussi bien sur le plan de la **géopolitique** que de l'**idéologie.**

Alain de BENOIST.



La Gauche divine

Le **moment** Baudrillard semble aujourd'hui clos, refermé sur lui-même. Il s'est déployé essentiellement depuis **La Société de consommation** (Gallimard/Idées, 1970, sans conteste son livre le plus pénétrant) jusqu'aux **Stratégies fatales** (Grasset, 1983, son plus brillant sans doute). **La gauche divine** (Grasset) consacre cette fermeture qui est en même temps **assomption:** rien de nouveau dans la galaxie Baudrillard (il s'agit d'un recueil d'articles s'échelonnant de 1977 à 1984), seule demeure et brille, plus pure, l'étoile **extatique** de l'intelligence.

Cette intelligence se manifeste d'abord par la profusion des bons mots et des "petites phrases" et je ne résiste pas au plaisir d'en citer quelques-unes. Le socialisme: c'est la "lente désagrégation, résorption, involution et implosion du social" (p.31). La gauche au pouvoir? "Une liaison dangereuse" (p.108); d'ailleurs, "la gauche n'arrive jamais au **pouvoir** que pour gérer le travail de deuil du social" (p.31). Normal: "les socialistes ne sont pas des professionnels (ni de l'économie ni du politique), ce sont des confessionnels, qui n'ont à offrir sur scène que le pathétique sentimental de la bonne foi et de l'échec" (p.113). Accouché dans et par le fantasme du **social**, "le socialisme est un **événement-clone**, non sexué, sans tonalité, né purement et simplement de l'histoire de France" (p.131). Les Français sont simplement allé voir "**pour** voir, du côté de chez Mitterand comme du côté de chez Swann. D'ailleurs, il y a un parfum de madeleine dans l'esthétisme politique des socialistes" (p.130).

Quant aux idéologies et aux pseudo-conflits qui agitent sporadiquement la classe politique: "le temps est loin où la démocratie libérale était la ménopause des sociétés occidentales, la grande ménopause du corps social, et le fascisme son démon de midi. Les démocraties sont entrées définitivement dans la forme sénile de l'hystérie du troisième âge, elles n'ont plus assez d'énergie pour susciter un ennemi puissant (...) Le Pen n'est qu'un eczéma ou une volaille écorchée" (p.118). Et de conclure: "l'acharnement thérapeutique, voilà la seule idéologie actuelle (...) Nous cultivons le coma dépassé" (p.119). La preuve? Rappelant les propos de Mitterand qui constatait que "les Français n'aiment pas le film qu'on leur propose", mais que "celui d'avant n'était pas brillant **non plus** " (je souligne), Baudrillard conclut: "c'est donc sur une **séquence du spectateur** que se boucle la vie politique française? (...) La France transformée en cinéma d'art et d'essai? A-t-on jamais vu un pouvoir se rapprocher davantage de la désillusion complète sur sa capacité de gouverner?" (p.139). Quant à ceux qui veulent trouver un douillet refuge moral dans les **préchi-préchas** somptuairement démocratiques et anti-onanistes de JPS (entendez: Jean-Paul II Spécial), ils ne doivent pas oublier, nous précise frère Jean, qu'il est avant tout un "professionnel des médias, du look évangélique et de la turboprédication" (p.114). Bref, "nous allons peut-être vers la république (qu'elle soit république des lettres, des âmes **ou** des portefeuilles), vers la république des crooners, des speakers, des sprinters, des animateurs. Pourquoi pas? A Rome, **on** avait bien couronné un cheval empereur" **(p.114)** (Ce qui est faux puisqu'à ma connaissance, le cheval de Caligula ne fut nommé **que** sénateur: ils n'étaient pas si fous ces Romains).

Ces remarques donnent évidemment au livre un goût de pamphlet qui n'est au fond pas pour nous déplaire. Il ne faut cependant pas s'y tromper: Baudrillard pose dans ce livre, comme il l'avait déjà fait dans les **Stratégies fatales**, une question décisive, celle du **"retrait de l'histoire"** (puisé chez Canetti). Et c'est au creux de cette **absence** (momentanée, je l'espère) de l'histoire, que les jeux de la politique politicienne (redondance qui signe son emphase pléthorique), que les pseudo-alternatives idéologiques (libérales, bien entendu!) se condamnent à gérer le capital de la dérision, pure et simple. Redondance: plus dérisoire que la dérision, l'**obsolescence** de la classe politique.

Retrait de l'histoire: tel est le thème qui hante Baudrillard. Il cite Canetti (un de ses maîtres): "une idée pénible: qu'au-delà d'un certain point précis du temps, l'histoire n'a plus été réelle (...) Notre tâche et notre devoir seraient à présent de découvrir ce point et, tant que nous ne le tiendrons pas, il nous faudrait persévérer dans la destruction actuelle" (p.69). Il ne s'agit pas ici de la **fin** de l'histoire; cette fin, malgré les promesses (électorales?) du marxisme et du libéralisme réunis, cette fin n'aura pas **lieu**. La fin de l'histoire n'est qu'affaire de discours; or, une **idéologie** est affaire **de réalité**. Nous vivons l'idéologie du retrait de l'histoire, c'est-à-dire **la fin de l'histoire comme valeur**. Or, cette histoire du retrait de l'histoire "commence au XVIIIème siècle" (p.123). A ce moment précis où on n'a plus considéré l'histoire que comme un avatar du **progrès**. Mais, "le centre de gravité de l'histoire ne réside ni dans les péripéties intrinsèques de la classe politique (dans laquelle il faut compter ces professionnels du discours et des Lumières que sont les intellectuels), ni dans le paganisme des masses à jamais, semble-t-il, imperméables aux Lumières, l'intensité est dans ce duel indissoluble. C'est pourquoi l'histoire ne peut pas avoir de fin -ou bien alors, si on la considère dans la perspective d'un déroulement universel- elle n'a tout simplement pas commencé" (pp.125-126).

Les signes de ce retrait sont visibles. Il me semble que le **paradigme** de la **Nouvelle Société de Consommation** (Cf. Guillaume Faye) est la **cohabitation juvénile** et la **coexistence pacifique** de tous les **looks.** Les années quatre-vingt se sont en effet réapproprié, sur le mode qui leur est propre: le **simulacre médiatique**, successivement le **look** des **fifties**, celui des **sixties**, et enfin plus récemment, le **look baba-cool** des **seventies** (contre lequel, pourtant, à partir des années 77-78, les **eighties** s'étaient constituées, grâce au mouvement **Punk**). On peut voir aujourd'hui des soirées où tous les **looks** (néo-industiels, nova, punk de gauche et de droite, baba, etc...) sont invités à cohabiter gentiment, le **nexus** étant la vidéo.

Le **look**, c'est plouc, certes. Mais le **look**, c'est avant tout l'**anti-mode:** plus narcissique que la mode, il est purement individuel. Il assigne à l'individu sa place précaire dans le tournoiement indéfini des **looks:** nul ne peut **échapper** au **look**. La mode, quelles que soient les critiques qu'on peut lui adresser, avait au moins l'avantage d'inscrire l'individu dans un espace social: même sous ses formes purement consuméristes, la mode était un instrument de sociabilité. C'est justement **pour cela** qu'elle ne pouvait pas être le destin des sociétés post-industrielles. Le **look**, pur reflet individuel, fait fonctionner le marché puisqu'il réalise son paradigme: l'**atomicité des demandes**. Et les marchés n'ont pas d'histoire.

L'avènement du socialisme en France ne fut pas une rupture, un "changement", il est advenu par cet "épuisement de l'histoire" (p.81). Le socialisme, c'est le fantasme de la transparence du social à lui-même: "anéantir toute duplicité, toute stratégie des apparences au niveau des valeurs: maximalisation de la relation sociale, densité de la responsabilité collective (et du contrôle aussi bien sûr), visibilité des structures et du fonctionnement, apothéose de la morale publique et de la culture. Tel est le rêve socialiste, éperdu de transparence, ruisselant de naïveté" (p.83). "Ainsi le socialisme au pouvoir n'est qu'une phase ultérieure dans le désenchantement prétentieux de cette société", et les socialistes ne

Ci-dessous: Garaudy quitte le PCF et Marchais montre son indifférence. La gauche militante, qu'avait incarné le parti communiste, a épuisé ses potentialités révolutionnaires. Il ne reste plus que la rigidité de l'appareil, en perte de vitesse électorale ou la fuite dans l'exotisme de bazar. Une page de l'histoire des idées est tournée.



sont que les symboles **barbus** de cette **perte du sens** qui marque notre temps mort.

De même, l'idéologie officielle de la communication comme lubrifiant universel du corps social. L'idéal-type qu'elle propose, c'est celui d'une socialité **soft**, non aggressive, non conflictuelle, d'une "socialité microprocessive, euphorique et fulgurante". Une "nouvelle socialité flexible, informatique, autonomisé et non plus automatisée, associative, pàrticipative, ingénieuse jusqu'en ses moindres molécules, régénérée par la libre entreprise, lumineuse, aventureuse (...) une société de cadres narcissiques et efficaces, joyeusement connectés avec leur terminal et leur micro-ordinateur" (p.120). (On trouve un modèle de cette socialité **newlook** dans Yves Barel, **La société du vide**, Seuil, 1984).

Cette médiatisation proliférante, globale (Cf. Guillaume Faye et Patrick Rizzi, **Vers la médiatisation totale**, in **Nouvelle Ecole**, n°39), qui établit une médiation non seulement entre l'homme et la nature mais également entre l'homme et ses propres cultures (auxquelles il **accède** mais ne **participe** pas), multiplie les **expériences de seconde main** (Gehlen). A la communication (médiatique, plate, expurgée, unilatérale) il faut opposer la relation (vivante, ambigüe, paradoxale) où gît l'épaisseur de la socialité. La communication ébahit la séduction, anémie l'espace symbolique et donc l'imaginaire d'une culture: la communication fonctionne à l'évidence du signe: "seule la communication doit fonctionner, nous devons baigner dans la transparence morale du signal et de la réponse -signe expurgé, unilatéral, stupide au sens où il ne tient pas compte de l'ambigüité, de l'immoralité des comportements" (p.99). C'est pourquoi on peut être sceptique sur la validité des thèses de Maffesoli sur le retour de Dionysos: cette socialité **chaude** qu'il pense pouvoir décrypter dans un certain nombre de phénomènes (fin du prométhéisme et retour d'un hédonisme souverain) sont le plus souvent médiatisés et deviennent des expériences de seconde main (par exemple, le porno n'est pas un **retour** du sexuel mais, comme le voit Baudrillard, l'exhibition médiatisée de l'obscénité).

Ce système à tuer tous les peuples (et à tuer tous les **potes**!) fonctionne. Pour Baudrillard, la gauche n'en est qu'une hiérophanie, une manifestation sacrée, mais surtout moralisée: le socialisme "prétend au discours de la loi et à l'efficacité de la vertu" (p.102).

Si ça continue sur ce rythme (qui est celui en fait du stationnaire), "l'an 2000 n'aura pas lieu" (p.161). 2001 ne sera que l'odyssée des petits espaces et des grandes surfaces. "Les compteurs de l'histoire se sont arrêtés à l'Est sur le communisme, à l'Ouest sur une société "libérale" prise dans sa propre excroissance" (p.162).

Pour sortir de ce **Yalta** du social, du condominium gauche-droite, des plaisirs solitaires d'une classe politique dont "l'élément n'est plus celui de l'action et de la décision" mais celui du "vidéogramme" (p.112), Baudrillard n'offre pas de perspectives stratégiques. Il en reste à ses stratégies fatales dont le principe est de prendre "le parti de l'objet", de "se rapprocher dela nullité du réel" (**Stratégies fatales**, op.cit.). Mais ce pessimisme ironique ne semble pas suffisant, c'est en tout cas pourquoi nous, nous **combattons**.

Jan OLLIVIER.

Jean **BAUDRILLARD**, **La gauche divine**, Grasset, 165 p., 52 FF.

Les Empires contre l'Europe

Quand Régis Debray publie un bouquin, cela fait tout de suite un "tabac" dans les médias. Avez-vous entendu quelque chose? Pivot en a-t-il parlé? Chancel a-t-il fait un commentaire? Non. Du moins jusqu'à présent.

Pourtant, l'ancien conseiller du Président de la République Française vient de sortir un ouvrage que nous estimons être des plus impotants et qui s'intitule <u>Les Empires contre l'Europe</u>.

C'est un livre fondamental qui, sans doute, marquera la fin de la décennie 80. Un livre écrit par un homme qui réunit deux qualités essentielles: la rigueur et la fidélité. La rigueur dans l'analyse en matière de géopolitique impliquant aussi bien la critique de tout ce qui lui est proche que l'analyse basée sur des données réelles et démontrées des faits et des actes. La fidélité à son idéal et à l'homme qu'il a voulu servir comme "un soldat": François **MITTERAND.** Ces deux qualités, quelles que soient les opinions qu'on puisse émettre à l'égard de Régis **DEBRAY**, sont rares et forcent le respect.

DEBRAY est un véritable intellectuel. Qu'entendons-nous par là? L'intellectuel est comme l'artisan. Il maîtrise la matière avant d'en restituer un objet façonné de sa main. Le véritable artisan a un métier, un atelier et produit des objets qui portent, de manière indélébile, la marque de sa personnalité. Pour l'intellectuel, c'est le même processus. Son métier, c'est sa formation, son atelier, c'est son expérience et son oeuvre, c'est la conclusion qu'il nous expose sur base de sa formation et de son expérience. **Régis DEBRAY** a été de tout temps un homme de terrain. Il a crapahuté en Bolivie avec "Che" **GUEVARA**, il a réellement



De Gaulle vu par David Lévine.
Régis Debray a su coupler le révolutionnarisme populiste latino-américain (qu'il avait connu en Bolivie aux côtés du "Che") au gaullisme de gauche, résolu à trouver une troisième voie pour l'Europe. L'avènement de Mitterand en 1981 était, selon lui, porteur d'espoir. L'histoire jugera...

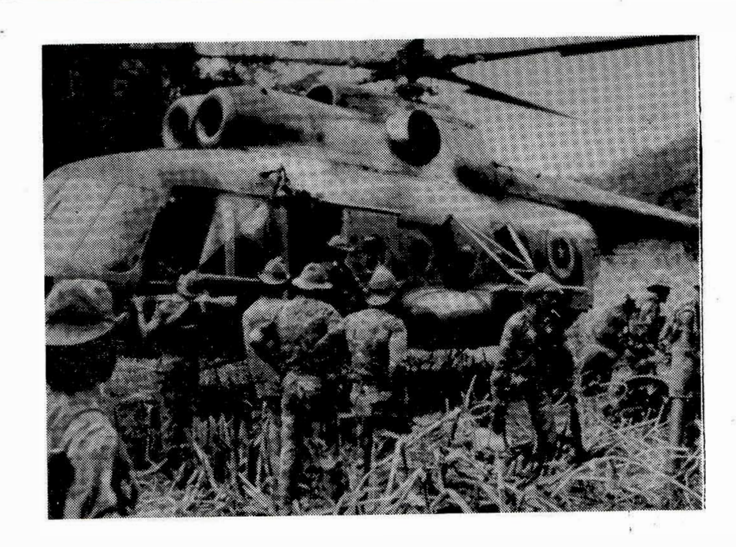
milité et a oeuvré concrètement pour que François **MITTERAND** et les socialistes français arrivent au pouvoir en 1981. En récompense, il a été nommé conseiller au cabinet "noir" de l'Elysée où il ne fut guère passif. Il fut, bien sûr, chargé des relations avec le Tiers-Monde. Il adopta des positions favorables au Nicaragua, positions qui se révèlent être aujourd'hui pleines de bon sens, à l'heure où **REAGAN** veut faire de l'Amérique Centrale un nouveau Vietnam.

Intellectuel et homme d'action, Régis **DEBRAY** a parcouru les dédales du pouvoir, pris part aux grandes négociations internationales, bourlingué de par le monde. En publiant son livre, il sait donc de quoi il parle.

QUATRE POSTULATS

Les Empires contre l'Europe est un ouvrage qui remet les choses en place. L'auteur connaît l'état du monde et il nous le rapporte. Il part de quatre postulats.

1.
"L'idée comme le fait démocratique se portent dans le monde de mieux en mieux (...). "Nous avons vu au milieu du siècle comment une démocratie finit: en Tchécoslovaquie (et toc! pour Jean-François **REVEL**). Nous avons pu voir, depuis, comment des dizaines de démocraties naissent, et quelques autres réssuscitent: en Amérique latine (...), en Afrique maghrébine (...), en Asie, avec au premier chef, le maintien contre vents et marées de la démocratie indienne (...), l'atténuation des régimes militaires en Turquie, Indonésie et Corée du Sud". Et bien entendu, l'auteur fait allusion aux pays de l'Europe méditerra-





Pour Régis Debray comme pour nous, la révolution sandiniste est une révolution nationale, obligée d'adopter un discours marxiste pour recevoir l'aide militaire du seul pays prêt à le faire: l'Union Soviétique. L'Europe laisse ainsi à "l'autre Super-Gros" le rôle de protecteur des nations opprimées par les Etats-Unis. Ce rôle, c'est l'Europe et l'Europe seule qui devrait le jouer. Au lieu d'hélicoptères Mig, les Nicaraguéens devraient pouvoir se servir de Messerschmidt-Bolkow. A l'Ouest rien de neuf: Wörner et Weinberger, le vassal et l'inspecteur du Grand Empereur participent à des manoeuvres communes.

néenne comme l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

2.
"L'Union Soviétique et son empire représentent une puissance sur le déclin et en recul qui a aujourd'hui atteint son plafond de possibilités, ou son niveau d'incompétence historique".

3.
Le monde ne court pas à l'abîme. L'auteur dénonce les deux vents de panique qui animent l'Europe. D'un côté, la panique pacifiste qui veut que le monde se sauve de la catastrophe nucléaire en oubliant que la paix n'est pas un "bien suprême"; de l'autre, la panique atlantiste qui veut que l'on "serre les rangs derrière notre protecteur".

Pour **DEBRAY**, la "querelle du pacifisme n'a strictement aucun enjeu". Et c'est bien ce que nous pensons!

4.
"La question vitale pour l'Europe et la France (...) est aujourd'hui de savoir si elle doit acquiescer à son insensible mais progressive satellisation sur orbite américaine et se satisfaire de la modeste sous-traitance régionale qui lui est assignée par le chef de l'Occident que croit être, non sans raison, le Président des Etats-Unis d'Amérique".

"L'ALLIANCE" est un "SYSTEME"

D'emblée, l'auteur analyse non sans une certaine cruauté, l'**alliance** atlantique qu'il estime être en fait, un système. "La France appartient à une Confédération d'Etats présidée en permanence par l'un d'entre eux, les Etats-Unis d'Amérique".

Il en dresse l'historique, il en démonte le système et il démontre que l'Alliance atlantique ne se limite pas à une dépendance politique, économique et militaire de l'Europe occidentale à l'égard des USA, mais s'étend à d'autres parties du monde: "Militairement, les responsabilités du SACEUR (1) englobent une partie du Proche-Orient (Israël, Liban, Syrie). Géographiquement, le raccordement ou **linkage** des divers systèmes de sécurité ayant les Etats-Unis pour centre est une constante du leadership (hier OTAN/CENTO/OTASE, aujourd'hui OTAN/ANZUS/Japon) (2). Par le biais des sommets supposés économiques, les Etats-Unis ont introduit déjà tacitement le Japon dans le 'monde atlantique'".

En fait, pour "dire ce qui est", les USA par l'intermédiaire d'une série d'institutions internationales "formellement" distinctes, ont imposé leur leadership au monde "occidental". **DEBRAY** les énumère et démontre comment elles servent les USA du FMI au COCOM (3).

Et l'auteur pose la question: "L'Europe de l'Ouest doit-elle pour autant se réjouir d'être un protectorat parce qu'elle voisine avec des colonies habillées en Etats? On est fondé à préférer "l'autonomie interne" à la loi du Grand Frère. Reste qu'habiller un leadership en partnership (...), une hégémonie en solidarité (...), c'est déjà reprendre à son insu le vocabulaire de l'allégeance". Et suprême dénonciation: "La bizarrerie d'une alliance où les garanties de sécurité ont diminué au fur et à mesure que se sont renforcés les liens de dépendance".

Et la raison d'être de toutes ces "alliances", où est-elle? C'est évidemment la menace soviétique et le fameux "Pacte de Varsovie" que Gorbatchev vient de renouveler pour un temps indéterminé.

Et comment s'est exprimée la fameuse menace soviétique? Il y eut d'abord le blocus de Berlin en 1948 et le "coup de Prague", la même année. Debray remet les choses en place. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, il démontre que le coup de Prague n'est pas, essentiellement, une oeuvre soviétique, mais plutôt le fait du parti communiste "local" qui avait obtenu plus de 40% des voix à l'occasion des élections et qui a usé de sa force populaire pour prendre le pouvoir. Cela dit, car il fallait le dire, **DEBRAY** ne nie pas -bien au contraire- la revulsion des populations des pays occupés par l'URSS à son égard.

L'Alliance atlantique a été demandée, voire suppliée par les Européens aux Américains. Se souvient-on du fameux discours de **SPAAK** à l'ONU, cette honte étalée, cette humiliation, où le ministre belge des affaires étrangères conclut par ces mots: "Nous avons peur". Et cette peur ne pouvait se traduire que par une supplique aux Américains d'assumer "notre" défense. Et, trente ans plus tard, un autre homme "d'Etat", le chancelier Helmut **SCHMIDT,** réitéra le même discours pour demander aux Américains d'installer les fameux euromissiles pour répondre aux SS 20 soviétiques. Que retenir de tout cela, sinon aucune volonté de défense propre, aucun esprit d'indépendance. Un slogan pourrait qualifier les discours de la classe politique européenne d'après-guerre: "Plutôt esclave que mort".

Pour **DEBRAY,** l'Alliance atlantique a perdu sa raison d'être. Elle a pris fin le 4 octobre 1957, jour du lancement du Spoutnik soviétique. En effet, les Soviets avaient démontré qu'ils étaient désormais capables de lancer un missile intercontinental doté d'une ogive nucléaire, sur le territoire américain. L'inviolabilité américaine n'était dés lors plus qu'un leurre.

LA VERITABLE NATURE

Aussi, l'Alliance atlantique a évolué vers ce qui était sa véritable nature: la domination américaine sur l'Europe. Et **DEBRAY** cite de nombreux cas d'humiliation qu'ont dû subir les responsables européens de la part des Américains: les propos du vice-président américain sur l'entrée des communistes dans le gouvernement français, le refus de l'ambassadeur américain de traiter avec un ministre communiste parce qu'il "n'est pas vraiment français", la porte close de **REAGAN** lors de la visite de **CHEYSSON** aux Etats-Unis à l'occasion d'une cession de l'ONU, etc.

Enfin, suprême humiliation: la guerre des étoiles. Voici l'analyse de l'auteur: "La décision annoncée ex abrupto par le président **REAGAN** le 23 mars 1983, sans concertation ni même information préalable des alliés de doter le territoire américain d'un "bouclier anti-missiles" moyennant des systèmes d'armes à énergie dirigée embarqués sur des plate-formes spatiales, introduit le plus important bouleversement stratégique depuis la fin de la dernière guerre".

DEBRAY démontre le danger d'une telle stratégie: "Le passage escompté de la destruction mutuelle assurée à la survie

mutuelle assurée, mettrait définitivement à l'abri l'Amérique, et au rebut notre capacité de frappe nucléaire puisque l'étanchéité de la "Fortress America" provoquerait rapidement celle de l'Union soviétique (...) Privé d'une telle couverture défensive, notre territoire deviendrait vulnérable à une agression nucléaire, conventionnelle aussi, et dépourvu des moyens qu'il a acquis de la prévenir".

Mais la puissance américaine n'est pas seulement politique, économique et militaire; elle est aussi culturelle. "La puissance d'outre-Atlantique investit à l'**intérieur** les sociétés d'Europe, la puissance soviétique, bien qu'assise sur notre Continent, les investit de l'**extérieur**". C'est l'Europe **confisquée** face à l'Europe **aliénée.**

L'Europe **confisquée** a préféré rejeter sa culture pour le "Coca-Cola-IBM". Michael Jackson aura toujours plus de succès que Maxime Leforestier. Les medias qui ont adopté les méthodes américaines, "font" les hommes politiques. La politique ne domine plus les medias qu'elle est censée contrôler. Elle est dominée par elle. Il n'y a plus de politique, car la décision ne se prend plus dans les organes qui y sont voués. La prise de décision économique à New York et la prise de décision culturelle à Los Angeles. Bruxelles, "capitale de l'Europe" n'est plus qu'un relais, Paris, capitale culturelle n'est plus qu'une bourgade de province dans le **village planétaire** si cher aux **cultureux** pro-américains.

"Chacun sait qu'il faut abandonner ces vieilleries (NDLR la Marseillaise) -comme aux Etats-Unis. Où l'introduction des mini-ordinateurs dans l'enseignement n'empêche pas chaque matin, dans toutes les écoles du pays, les élèves de prêter allégeance au drapeau étoilé en chantant **God bless America.** Pour les intellectuels "câblés" (à la **BHL, GLUCKSMANN** et consorts), touche pas à l'Amérique mais vas-y pour dénoncer le caractère ringard de toute culture européenne.

Mais Régis **DEBRAY** lance aussi -et il a raison- un avertissement à ceux qui plongent trop facilement dans "l'anti-américanisme primaire": "L'orgueil des supériorités perdues en matière de culture compense par trop souvent chez les Européens, un complexe d'infériorité politique". En ce qui nous concerne, notre religion est faite: la meilleure défense des cultures propres à chaque peuple est de les respecter chacune et non de vouloir les intégrer dans un "melting-pot" ou une sorte de régime "café au lait".

Alors, que propose Régis **DEBRAY**? Faut-il sortir de l'Alliance? A l'heure actuelle, non. "La dissolution des blocs qui relève du "wishful thinking" est un slogan vide car il pose un objectif juste sans indiquer les moyens de l'atteindre". Alors, comment échapper au système, sans sortir de l'Alliance? Il faut une réforme intellectuelle et morale car "le protectorat comme la dissuasion est un état d'esprit".

Cependant, il convient d'être réaliste. Il faut distinguer la **peur** (phénomène psycho-culturel) du **péril** (réalité objective d'un danger). "Il est clair que "1984" **est** derrière nous -et déjà sans doute derrière eux(NDRL les Soviétiques).**ORWELL** est au pinacle mais Big Brother, exorcisme réussi, a perdu la bataille et la face. **Le** bruitage recouvre la partition".

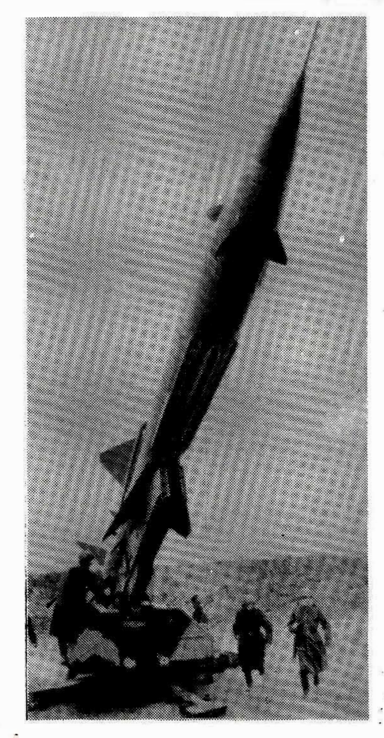
UNE COMPTABILITE FAUSSEE

L'auteur dénonce également la manière dont on tient la "comptabilité" du rapport de forces entre les deux camps, chiffres à l'appui. Les dépenses d'armement de l'Occident représentent aujourd'hui le triple de celles du bloc soviétique. Il dénonce par ailleurs, à juste titre, la fameuse notion d'équilibre des forces qui a justifié tant de dépenses d'armements et qui est à la base des querelles sur les euromissiles: "La dissuasion préventive et négative n'est pas affaire de volume mais de niveau selon le rapport efficacité/crédibilité d'emploi. Cent têtes à la mer, à vocation anticités, peuvent en contrebalancer dix mille, y compris les antiforces". Et puis, les moyens de domination sont aujourd'hui différents. Ce n'est plus la seule force des armes qui assure la domination d'un Etat sur un autre. Ce sont aussi et surtout, les moyens de communication. "Jusqu'au milieu du XXe siècle, la puissance d'un Etat se définissait et se mesurait par sa capacité à faire plier la volonté d'autres Etats (...) La puissance d'un Etat consiste désormais à faire passer sa propre volonté dans et pour la volonté d'autrui, en annulant à la source, dans une population étrangère, toute virtualité de résistance et même de différence".

L'arme culturelle a dés lors remplacé le fusil ou la bombe pour dominer les autres. Les médias sont, en définitive, bien plus dangereux que le feu nucléaire, comme moyen d'asservissement des peuples et d'extermination culturelle.

DEBRAY termine son livre par un appel à l'utilisation de tous les moyens dont disposent les Français et les Européens pour sortir du "carcan". "L'Europe, cela se mérite", cependant on peut lui rétorquer qu'il ne pousse pas son raisonnement plus loin. Sans doute, Régis **DEBRAY** le fera-t-il dans un prochain bouquin. Remarquons toutefois l'immense chemin parcouru par un homme qui est parti du marxisme pur et dur.

L'auteur ne se fait d'ailleurs guère d'illusions. En vertu du "conformisme terrorisant qui règne dans les transmissions publiques", il écrit: "Je n'aurai pas la vanité de me faire entendre au-delà d'un petit cercle de marginaux informés".



Il doit y avoir beaucoup de marginaux, car le bouquin de Régis **DEBRAY** a été épuisé dès la première semaine de parution...

Nous avons entendu Régis **DEBRAY.** Mais si nous avons la faiblesse de croire que nous ne sommes pas toujours informés, nous avons la prétention de penser que nous ne serons plus longtemps des marginaux.

Georges ROBERT.

Régis **DEBRAY, Les Empires contre l'Europe**, Paris, Gallimard, 1985, 366 p., 110 FF.

(1) Le SACEUR est le commandement militaire atlantique, installé à Casteau près de Mons (Belgique), qui couvre tout le territoire atlantique et méditerranéen, de la Turquie au Cap Nord.

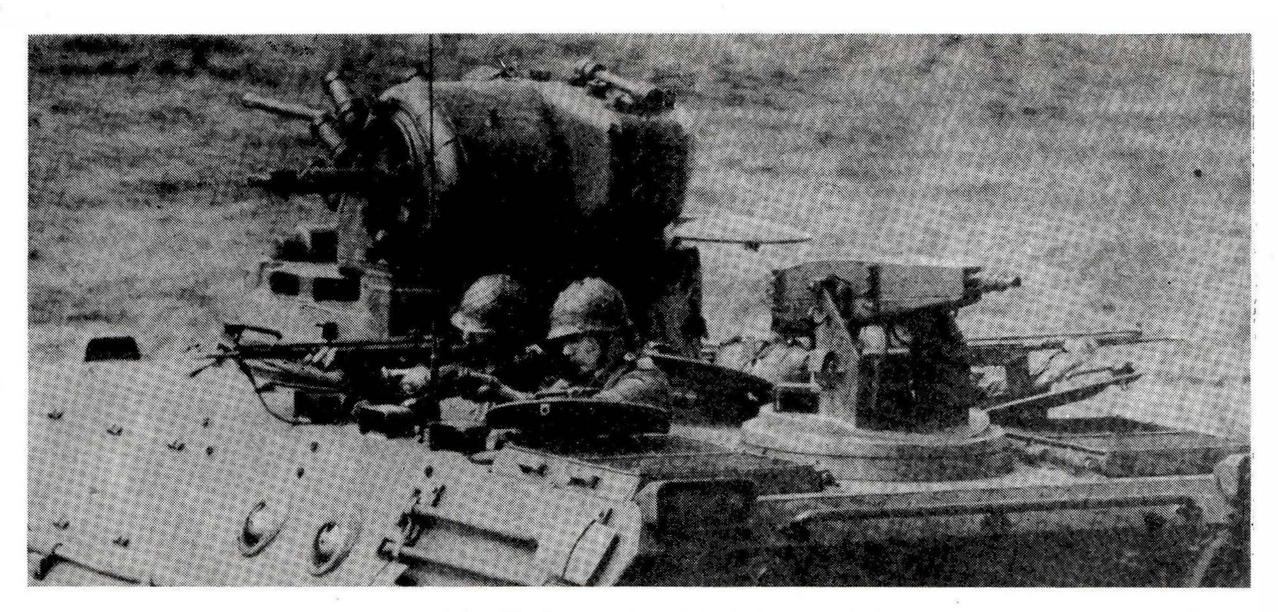
(2) L'ANZUS est une "alliance" qui lie la Nouvelle Zélande et l'Australie au système de défense américain. Depuis quelques mois, ces deux pays remettent en cause l'ANZUS, ce qui provoque, dans le Pacifique Sud, un bouleversement stratégique auquel la crise en Nouvelle Calédonie n'est pas étrangère.

*(3) Le COCOM a fait l'objet d'un article dans le numéro 8 de **"Vouloir"**, article consacré pour l'essentiel à la fameuse affaire "Pégard".*

BONN et MOSCOU

Depuis qu'a pris fin la "détente" entre Washington et Moscou et, plus précisément, depuis l'installation des fusées Pershing II en Allemagne Fédérale, la "question allemande" est revenue à l'ordre du jour. En effet, le fait que constitue la division de l'Allemagne est de plus en plus contesté, surtout lorsqu'on affirme que cette division garantit la paix en Europe. De nombreux observateurs craignent que les Etats-Unis et l'Union Soviétique ne règlent leurs comptes sur le sol européen, donc et surtout sur le sol allemand. La question allemande et la question européenne sont donc indissolublement liées.

Pour le gouvernement chrétien/libéral de Bonn, la question allemande n'existe pas. Le statu quo actuel serait, dans son optique, le meilleur garant de la pérennité du libéralisme international, du bon fonctionnement du big business et de la paix des affairistes. Curieusement, le secrétaire général de la **SED** (le parti au pouvoir en Allemagne de l'Est), Erich **HONECKER,** est le meilleur allié du chancelier **KOHL.** Lui aussi a intérêt à maintenir le statu quo car une remise en cause de celui-ci menacerait la stabilité de la RDA et le pouvoir de la "bourgeoisie rouge" de Berlin-Est. **KOHL** et **HONECKER:** même combat! Cette identité de vue a été récemment concrétisée sur le plan financier: un consortium de banques ouest-allemandes a accordé au régime de Berlin-Est un milliard de marks de crédit. Ce "contrat du siècle" a été négocié par le politicien "bundesrepublikanisch" ler



La Bundeswehr: un potentiel militaire que les Etats-Unis ne souhaitent pas voir soustrait à leur contrôle. Notre photo: fantassins et transporteur blindé "Marder".

plus anti-communiste qui soit: Franz-Josef **STRAUSS**! Pour les atlantistes de Bonn, la stabilité de la RDA est primordiale car elle évite de relancer dans le débat, dans l'opinion publique, cette terrible question allemande. Par conséquent, la stabilité intérieure du régime communiste et pro-soviétique de Pankow empêche toute remise en cause de la soumission servile de Bonn à Washington.

Face à ceux qui, à Bonn et à Berlin-Est, défendent une attitude anti-nationale et anti-européenne, se trouvent ceux qui veulent redonner au peuple allemand et aux peuples européens un sens de l'identité, qui veulent les sortir des griffes américaines et soviétiques. Ce sont les partisans de la neutralisation de l'Allemagne (tant celle de l'Ouest que celle de l'Est). Ce serait la première étape vers une neutralisation, un non-alignement général de l'Europe. Bien sûr, la presse occidentalo-américano-mooniste (la secte "Moon" tient des positions-clés dans la presse actuellement; Cf. notre numéro 14) dénonce ces patriotes comme des extrémistes ou leur colle l'étiquette de "pacifistes", les fourrant dans le même sac que ceux qui, de manière totalement irréaliste, veulent le "désarmement universel", en vue d'instaurer une société consumériste "soft" sur la planète entière, une société calquée sur les rêves des écologistes de Californie. Néanmoins, envers et contre tout, le courant existe. Il vogue encore dans l'indécision mais convainc des strates de plus en plus importantes de la population, quel que soit leur statut social, quelles que soient leurs options philosophiques ou religieuses. Manipulant l'histoire, les atlantistes prétendent que, de toute façon, l'URSS ne veut en aucun cas de la réunification allemande, afin de garder la part de butin territorial qu'elle a acquis à la fin de la seconde guerre mondiale. L'Histoire nous montre au contraire l'inverse.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'URSS a toujours envisagé le problème allemand en fonction de sa propre sécurité. L'intégration de l'Europe de l'Ouest au système américain et la création de l'OTAN en 1949 ont confronté Moscou à une présence militaire et économique américaine de longue durée au coeur de l'Europe. Cette présence a engendré et engendre encore une menace bien plus dangereuse que celle que pourrait représenter une Allemagne réunifiée. C'est pourquoi **STALINE** proposa en 1952, au gouvernement de Bonn, de ne pas entrer dans l'OTAN, en échange de quoi l'armée soviétique quitterait l'Allemagne de l'Est. Cette proposition fut réitérée par le gouvernement soviétique le 15 janvier 1955. C'est le chancelier ouest-allemand **ADENAUER** qui repoussa immédiatement les propositions soviétiques. Ce personnage avait déjà un passé anti-national: en 1923, lors de l'occupation franco-belge de la Ruhr, il appartenait aux groupuscules de séparatistes rhénans qui voulaient profiter de cette occupation pour proclamer une république rhénane fantoche, jouet aux mains de la diplomatie française et poursuivre ainsi le morcellement de l'Europe Centrale, commencé lors des Traités de Westphalie en 1648 et rendu partiellement caduc par **BISMARCK**.

Dans les années 50, cet individu, qui serait resté marginal si Britanniques et Américains ne l'avaient exhumé de l'oubli, réalisa enfin son vieux rêve: séparer la Rhénanie et la Bavière catholiques de la Prusse protestante (de surcroît devenue "rouge") et ancrer son Allemagne amputée à l'Occident internationaliste. Après 1955, l'URSS accepta cette situation de fait et répondit à la création de l'OTAN par la création du Traité de Varsovie. La division de l'Allemagne, avec son cortège de drames et de fusillades, était devenu une réalité.

Le réarmement américain de la fin des années 70 et du début des années 80 a ré-envenimé cette situation tragique, surtout aux yeux des maîtres du Kremlin. L'installation des Pershing II et des Cruise en Europe constitue, en effet, pour les Soviétiques, un Cuba inversé. Des fusées nucléaires de portée stratégique (c'est-à-dire capables d'atteindre l'URSS) sont installées sur le territoire de pays tiers qui ne disposent d'aucun pouvoir quant à leur utilisation. Seuls les Etats-Unis peuvent en disposer! Pour Moscou, la seule manière de répondre à cette menace (en dehors bien sûr de la guerre), c'est de "neutraliser" l'Allemagne. Une Allemagne neutre (comme l'Autriche) ou n'ayant pas d'armement atomique stratégique ne constituerait pas une menace pour l'URSS. Pour l'Allemagne et pour l'Europe, c'est là une occasion unique de sortir de cette division issue de la funeste conférence de Yalta. Malheureusement, l'Allemagne Fédérale, tout comme la Belgique, l'Italie, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, est dirigée par des partitocrates collaborateurs des Américains. Ces gouvernements fantoches sont totalement incapables de prendre la moindre initiative politique; ce ne sont d'ailleurs pas des hommes politiques, au sens noble du terme, mais des représentants de commerce, engagés par les grandes sociétés transnationales. Avec ce genre d'individus au pouvoir, **HONECKER** peut être rassuré. Son pouvoir ne sera pas remis en question. Et pourtant les craintes de **HONECKER** sont l'espoir des peuples européens. Les clés pour résoudre les questions allemande et européenne se trouvent à Bonn et à Moscou. Le drame, c'est que, si à Moscou il y a parfois des hommes politiques, à Bonn, il n'y a que des technocrates sans conscience historique qui trahissent les intérêts à long terme de leur peuple.

Roland VAN HEGELDONCK.

*La rédaction de cet article s'est faite au départ d'un texte de Harald Rüddenklau, paru dans la revue munichoise **Criticon**. Notre collaborateur a pris quelques libertés par rapport à cet article publié dans le n°86 de **Criticon** (nov.-déc. 1984, n°86). Pour se référer à la pensée d'Harald Rüddenklau, il convient de lire son essai paru dans l'ouvrage collectif dirigé par l'historien Wolfgang Venohr (**Die Deutsche Einheit kommt bestimmt**, Lübbe, Bergisch-Gladbach, 1982) et intitulé **Geschichte einer Okkupation**. Dans cet essai HR expliquait quels étaient les tenants et aboutissants du statu quo imposé à l'Allemagne depuis le 8 mai 1945 et concluait qu'aucun statu quo ne tient puisque le monde est en perpétuel changement. C'est aussi notre opinion. Les partenaires de Yalta ont cru déterminer l'histoire pour l'éternité. Pernicieuse illusion.*

*Ont participé à la rédaction de ce numéro de **Vouloir**: Alain de Benoist, Jacques Billot, Michel Froissard, Vincent Goethals, Serge Herremans, Martin Werner Kamp, Jan Ollivier, Georges Robert, Ange Sampieru, Jean E. van der Taelen et Roland Van Hegeldonck.*

DU STRUCTURALISME AU POTENTIALISME...

Notre époque ne semble pas avoir "**sa**" philosophie. Nous avons connu successivement, depuis le XIXème siècle, les vogues positiviste, darwiniste, marxiste, existentialiste, freudienne, structuraliste, etc. Depuis la chute ou la relativisation de ces modes, nous vivons une diversité quelque peu chaotique. Walter **FALK** (°1924), Docteur en philosophie et Professeur de littérature allemande contemporaine à l'Université de Marburg, pense que nous assistons en fait au passage de structuralisme au **potentialisme.** Qu'est-ce que cela signifie? Le structuralisme avait remis l'historicité de l'homme en question par la découverte de "structures" mentales immuables et fait ressortir les contradictions internes de l'idée progressiste et émancipatrice. L'histoire humaine n'est ni cette stabilité du structuralisme ni cette succession de transformations libératrices (émancipatrices) et téléologiques dues à l'action rationnelle d'hommes conscients. Elle est davantage le champ où s'expriment, dit **FALK,** des potentialités impersonnelles.

De là, **FALK** conçoit une nouvelle perspective d'interprétation, un nouvel axe philosophique pour déchiffrer l'histoire: celui du potentialisme, qui libère la pensée structuraliste de son statisme a-historique et la transforme en une pensée dynamique, capable d'expliquer la mouvance de l'histoire. **FALK** a élaboré l'exposé de son interprétation "**potentialiste**" après avoir lu parallèlement des auteurs aussi divers que Ernst **BLOCH**, Noam **CHOMSKY,** Michel **FOUCAULT,** Otto **HöFLER,** Thomas S. **KUHN,** Konrad **LORENZ,** Niklas **LUHMANN,** August **NITSCHKE** et Heinrich **ROMBACH.**

La pensée européenne a été marquée par une foi en l'avenir. Aux yeux de bon nombre d'intellectuels, de 1945 au début des années septante, la marxisme a constitué la philosophie qui reflétait le plus cette croyance dans le progrès, croyance propre à la civilisation occidentale. C'est Claude **LEVI-STRAUSS** qui a perturbé magistralement cette bonne conscience, commune au libéralisme, au socialisme réformiste et au marxisme orthodoxe, en publiant **La pensée sauvage.** Sur le fond, ces idées illustrées par **LEVI-STRAUSS** n'étaient pas neuves. La linguistique de Ferdinand **de SAUSSURE,** de l'Ecole de Prague, de **JAKOBSON** avait déjà eu recours à l'ethnologie, aux "autres cultures". Mais dans **Tristes Tropiques, LEVI-STRAUSS** dévalorisait la civilisation occidentale au profit des cultures primitives parce que celles-ci étaient bien sûr moins dynamiques donc moins fébriles, plus stables et forcément a-historiques.

Pour **FALK,** il existe une "autre histoire", un autre récit possible. Ce récit s'est amorcé avec **HERDER,** dont la philosophie repose sur la langue comme fondement de l'histoire d'un peuple. La langue est, chez **HERDER,** la mémoire du peuple, le fond **(Grund)** à partir duquel se déploient les forces historiques de ce peuple. Cette vision retrouve actualité car l'idéologie occidentale, aujourd'hui battue en brèche par la chatoyante diversité du "Tiers-Monde", avait perçu l'histoire comme un processus d'émancipation, visant la rupture de tout lien, que ce soit d'ordre historique, ethnique ou communautaire. Le marxisme avait radicalisé cette philosophie qui nous était implicite depuis la Révolution Industrielle. Il la radicalisait tant sur le plan de l'axiomatique que sur le plan des praxis révolutionnaire et politique.

La marxisme, en tant que véhicule d'occidentalisation, faisait abstraction des **essences** des peuples pour miser unilatéralement sur les processus conduisant à une hypothétique fin de l'histoire où serait réalisée l'émancipation promise par l'idéologie occidentale. **HERDER** ne nie pas la notion d'émancipation; il veut émanciper les collectivités populaires des structures politiques qui étouffent leurs potentialités, qui empêchent le déploiement harmonieux au départ du **Grund.** A la fin du XVIIIème siècle, l'idée d'émancipation acquiert dès lors deux significations bien distinctes.

Le structuralisme de **LEVI-STRAUSS** postule donc une croyance en la pérennité de la nature humaine. Cette nature humaine est certes soumise à des transformations mais celles-ci procèdent d'un phénomène d'auto-régulation et d'équilibration (comme en cybernétique, dans la Théorie Générale des Systèmes de Ludwig **von BERTALANFFY** ou dans la psychologie de Jean **PIAGET).**

FALK compare ces diverses approches et conclut que la vision du temps et de l'histoire qui va de **HERDER** à Konrad **LORENZ,** constitue en somme une tierce voie de la pensée entre le statisme rigide (nous caricaturons bien sûr) et la fébrilité sans repos (et nous re-caricaturons). **FALK** nomme cette conception de l'histoire "**Die andere Geschichte**" ("L'autre histoire"). Cette "autre" histoire se penche aussi sur les "structures", les "essences", les "**Gründe**". Mais elle refuse de les "figer" et d'adopter une attitude strictement **négative** face à l'histoire.

Ni fixiste ni fébrile, cette "autre histoire" doit être qualifiée de "potentialiste". **FALK** découvre dans l'idée de **fulguration** phylogénétique chez Konrad **LORENZ** une notion qui concilie stabilité et dynamisme. L'histoire, selon le "potentialisme", serait donc la succession des fulgurations au départ d'une matrice et ces fulgurations seraient preuves de vitalité. L'absence de fulgurations serait entropie et démission historique. Le parallèle entre Konrad **LORENZ** (beaucoup lu à "droite" et chez les écologistes allemands) et le philosophe Ernst **BLOCH** (qui avait parlé de la force créatrice des rêves et des utopies prospectives et avait suscité l'enthousisme des soixante-huitards) est évident à tracer.

Penser l'histoire en termes de fulgurations, voilà qui prépare au XXIème siècle. **FALK** refuse de penser les "nations", matrices de fulgurations, isolées les unes des autres à la façon des monades du XVIIIème. Le monde de demain, il le conçoit comme marqué par un comportement **coopératif.** L'universalité de demain, selon **FALK,** sera celle d'une coopération de matrices hétérogènes non celle d'un nivellement, d'un alignement sur un modèle unique.

Il faut donc lire ce livre ardu, ce livre auquel on retournera sans cesse. La multitude de références qu'il nous apporte est sans égal. La synthèse qu'il nous offre relève, elle aussi, d'une originalité sans pareille.

Michel FROISSARD.

Walter **FALK, Vom Strukturalismus zum Potentialismus. Ein Versuch zur Geschichts- und Literaturtheorie,** Verlag Karl Alber, Reihe Fermenta Philosophica, Freiburg im Breisgau, 1976 (Zweite Auflage, 1984), 399 S., 59 DM.

MEMOIRES DE SINGE ET PAROLES D'HOMMES

Que de blessures narcissiques pour payer nos progrès! **Copernic** nous apprend que la Terre n'est pas le centre de l'univers; **Darwin** découvre que l'homme participe au monde animal; **Freud** nous fait comprendre que notre esprit rationnel est géré par notre inconscient irrationnel; et maintenant voilà qu'on découvre le psychisme animal, son accès au social, au langage et au symbole!

"Depuis toujours, les animaux nous posent des questions si déroutantes qu'ils nous obligent à remettre en cause nos plus belles certitudes. Ils nous expliquent comment notre histoire s'articule à notre biologie; comment notre équipement génétique participe à nos constructions sociales. L'observation de leur comportement et l'étude de leur "psychologie" permettent de mieux apprécier l'animalité qui est en nous, mais aussi, du même coup, de souligner l'importance de la dimension humaine".

Une méthode d'observation est donc nécessaire pour accéder à une forme possible de réel psychique. Observer l'homme comme on observe une espèce animale inconnue, sans préjugé ni parti pris, sans pollution technocratique ni idéologique. En ce sens, l'éthologie est une démarche naturaliste, mais ce n'est pas un naturalisme démissionnaire, comme celui de Jean-Jacques **Rousseau** ou de certaines tendances régressives de retour à la nature. C'est un naturalisme **inclusif** qui cherche à coordonner toutes les sciences de l'âme. Il s'agit autant de considérer la dimension matérielle de notre esprit que d'admettre que cette même matière ne peut fonctionner, s'épanouir et s'exprimer qu'en relation avec l'environnement, présent et passé. Cet environnement peut être physicochimique, climatique, spatial ou sensoriel: à ce titre, l'humain participe à son propre environnement. Il façonne l'environnement qui le façonne. "A la dimension inévitablement organique de son esprit, s'ajoute une autre dimension supra-organique qui non seulement permet à la matière cérébrale de faire fonctionner le psychisme, mais encore d'y recevoir les empreintes de l'environnement".

"Il n'est plus possible d'opposer le biologique et le culturel, il n'est plus question de choisir; il faudra désormais coordonner ces pôles différents d'une même fonction".

Boris **CYRULNIK** puise la plupart de ses exemples dans la psychopathologie humaine. **DEMARET** avait déjà montré dans son ouvrage **Ethologie et psychiatrie,** paru chez Mardaga, l'importance de cette nouvelle science qu'est l'éthologie dans l'intégration des divers mécanismes biologiques et culturels régissant l'ensemble de nos comportements, normaux ou pathologiques. En voici encore un exemple: on peut observer chez les tupayes, petits singes lémuriens qui ressemblent à des écureuils, que lorsque l'environnement devient trop agressif, les femelles subissent une agression hormonale, c'est-à-dire que leur cerveau, épuisé par la surpopulation, le manque d'espace ou le manque d'aliments, n'a plus la force de commander aux glandes qui synthétisent les hormones. Normalement, lorsque la femelle toilette ses petits, elle les marque à son odeur par une glande odoriférante située sur son sternum, entre ses pattes de devant. En cas de dépression hormonale, cette glande peu gonflée sera vite épuisée.

Si bien que seuls les petits nettoyés les premiers seront marqués à l'odeur de leur mère. Ceux qui n'auront pas subi ce marquage olfactif seront considérés comme étrangers et, à la première émotion, seront tués par leur propre mère.
Infanticide ?

Lorsque l'enfant de Mme F... est né, il a bien fallu comprendre que, seule une moitié de son cerveau fonctionnait. L'autre ne servait qu'à provoquer d'incessantes décharges épileptiques. La mère n'a cessé de vivre pour s'occuper de cet enfant. Vers l'âge de six ans, l'enfant qui n'avait pas accès au langage, alternait les crises graves avec les cris, les coups, les bris d'objets, les morsures. Avec lui, la mère s'est emprisonnée dans son appartement. Un jour qu'elle lui donnait son bain, elle a quitté la pièce pour la cuisine où elle devait enlever du feu une casserole noircie... L'enfant s'énervait, frappait les parois de la baignoire. La casserole a été longue à nettoyer. Quand la mère est revenue, l'enfant était noyé. On a parlé d'infanticide. La mère elle-même a confirmé l'hypothèse, elle n'a pas supporté cette interrogation et a tenté de se suicider.

Dans ces deux cas, la mère n'a pas répondu aux sollicitations de l'enfant. Chez la femelle tupaye, l'environnement lui a refusé la force biologique de marquer son petit à son odeur et donc d'établir un lien d'attachement avec lui. Chez la mère humaine, la nature lui a refusé l'enfant normal qui aurait déclenché le plaisir du comportement maternel et la formation d'un échange affectif.

Des éléments comparables existent, ils n'excluent pas la dimension humaine. Cette dimension surgit lorsque la femme prend conscience de ce qu'elle a elle-même nommé son crime par omission.

On peut concevoir chaque phénotype, chaque forme manifeste, comme une hiérarchie de niveaux d'intégration du vivant: le code génique fonde le niveau biochimique qui fonde les fonctions physiologiques qui fondent les formes structurales qui fondent les organisations sociales. Chaque niveau s'élabore sous les pressions conjointes d'un programme génétique unique et d'un environnement particulier. L'éthologie, discipline-carrefour, devrait permettre de combler le gouffre qui existe entre les sciences de la matière et les sciences humaines. Il n'est plus possible d'opposer ces niveaux différents du vivant. Il va falloir les coordonner.

Jacques BILLOT.

Boris **CYRULNIK**, **Mémoires de singe et paroles d'homme**, Hachette, Coll. Pluriel, 1983.

A PROPOS DU DERNIER LIVRE DE LODE CLAES

Né à Borgerhout en 1913, Lode **CLAES**, docteur en droit et licencié en sciences sociales et politiques, est peu connu du public wallon et totalement ignoré en France. Jeune échevin (conseiller municipal dirait-on dans l'Hexagone) du "Grand-Bruxelles" pendant l'occupation allemande, il a subi la répression de 1945 pour revenir très vite à la vie publique en tant que journaliste et secrétaire-général de l'**Economische Raad van Vlaanderen** (Conseil Economique de Flandre). De 1968 à 1978, il a été élu et réélu Sénateur de Bruxelles sur les listes de la "**Volksunie**". Depuis 1980, il est directeur du journal **Trends**, spécialisé dans les questions financières et économiques. En 1983, il a publié **Het verdrongen verleden** (=Le passé refoulé) où il polémiquait avec Maurice **DE WILDE**, le réalisateur de l'émission **L'Ordre Nouveau**, émission qui visait à dévoiler au grand public les dessous de la collaboration avec l'Allemagne nationale-socialiste en Belgique. Lode **CLAES** jugeait la démarche de **DE WILDE** "inquisitoriale" et plaidait pour une approche nouvelle de ce sujet brûlant, approche qui ne devait être celle du manichéisme gauche/droite. Ce manichéisme ne résoud rien et ne fait qu'occulter la réalité beaucoup plus complexe du "problème belge".

Ce "problème belge" est précisément caractérisé par un "conflit communautaire" qui oppose Flamands et Francophones. Mais **CLAES** ne substitue pas à l'opposition duale gauche/droite, une autre opposition duale entre Flamands et Francophones. Son analyse, plus subtile, part d'une observation incontestable: les Flamands, qui constituent la majorité en Belgique, ont un sentiment clair et tranché de leur identité nationale mais s'avèrent incapables de développer une stratégie politique adéquate pour porter ce sentiment identitaire au niveau d'une réforme constitutionnelle.

Les Francophones -et **CLAES** ne dit pas les Wallons, nous allons voir pourquoi- ne possèdent aucun sentiment d'appartenance identitaire, à la façon germano-romantique comme les Flamands, mais, en revanche, sont capables de déployer une stratégie politique, un plan d'attaque cohérent pour maintenir leurs privilèges. Cet affrontement ethnique en Belgique ne doit pas s'expliquer de manière dualiste, car à cette querelle linguistique se superposent les tiraillements entre quatre mondes politiques distincts secrétant cinq sous-cultures, dont les interactions provoquent parfois des alliances étonnantes, fort éloignées des principes!

Voilà qui semble bien abstrait. Essayons de débroussailler la problématique. **CLAES** oppose un peuple flamand, perçu sous l'angle d'une communauté historique globale, à un monde qui lui est antagoniste et qui utilise la langue française pour cimenter sa "cohésion" artificielle, son hétérogénéité. Au départ, cette coalition francophone se dénommait elle-même "les Belges", tout en restant, dans l'espace occupé par l'Etat belge, numériquement une minorité. Quand le terme "Belges" est devenu désuet, cette "élite gouvernementale" s'est autobaptisée "les Francophones". **CLAES** constate que cette appellation reste vague puisque bon nombre de "Belges", dont la langue maternelle est le Français, n'adhèrent pas aux idées (il faudrait dire aux slogans) de cette minorité dirigeante en Belgique voire s'engagent intellectuellement pour la Flandre, le pays thiois, etc.

CLAES préfère désigner l'establishment belge par le terme "les non-Flamands". A cela, nous rétorquerons, tout en reconnaissant le grand intérêt de l'analyse posée par **CLAES**, que l'establishment actuel compte beaucoup de vrais Flamands, issus du peuple et non d'une bourgeoisie de race thioise francisée par les aléas de l'histoire, et que les populations rurales de Wallonie ou les masses ouvrières des villes wallonnes (dont près de 50% sont de souche flamande!), masses jadis déracinées pour faire fonctionner la machine industrielle, propriété des quelques familles de l'establishment, ne se sentent aucun atome crochu avec la "minorité" qui gouverne la Belgique. **CLAES** ne dévoile donc **pas encore** toute la complexité de la société belge. Heureusement, il nous engage dans la bonne voie.

Sa non-identité, cette minorité "non-flamande" (selon la terminologie adoptée par **CLAES**) a réussi à lui conférer des avantages d'ordre stratégique. La non-identité accorde plus de liberté de mouvement et ne doit pas s'encombrer des devoirs sociaux qu'impose l'ethnicité; ce qui permet aux "non-Flamands" de penser leur cohésion d'une manière totalement pragmatique. Salons, "loges", expérience de la chose politique: voilà plusieurs facteurs qui ont facilité et renforcé le "pouvoir francophone" en Belgique.

Quant à l'échec de l'émancipation flamande, il est dû au blocage des quatre partis qui pèsent comme une chape de plomb sur la population. Ces quatre "partis" sont pour Lode **CLAES**, le parti catholique, le parti libéral, le parti socialiste et le parti national-flamand. Ce dernier a été une réaction aux insuffisances des trois autres, qui l'ont précédé chronologiquement, mais n'a pas pu modifier en profondeur le comportement électoral du peuple flamand. La majorité de son électorat provient des rangs du parti catholique et l'ouverture à gauche de la **Volksunie** n'a pas enregistré les résultats escomptés. De ce fait, ce mouvement national-flamand ne peut entrer dans aucune coalition gouvernementale et il s'avère en conséquence difficile de faire passer sa vision fédéraliste du politique dans la réalité.

CLAES n'évoque toutefois pas une éventualité, la seule éventualité, en définitive, qui rendrait possible l'accession de ce mouvement flamand à la gestion du pays: la création d'un mouvement populiste, ethniste wallon (et non "francophone"), hostile à la "bourgeoisie" maîtresse de l'establishment, imperméable aux salades idéologiques chrétienne, archéo-marxistes ou libérale, et inspiré du même message, de la même philosophie ethniste. La "bourgeoisie belge", avec ses turpitudes et son cortège de corruptions, d'infâmies et d'escroqueries, serait alors prise en tenaille par deux mouvements authentiquement populaires, capables de donner aux deux peuples qu'ils représenteraient réellement, une constitution d'inspiration fédéralo-ethniste et une indépendance culturelle et politique incontestée dans un cadre européen. Le texte de cette constitution "républicaine, travailliste et fédéraliste", qu'il faudra rédiger comme une charte révolutionnaire, constituerait un programme susceptible de recruter des volontés de part et d'autre de la frontière linguistique, au-delà des clivages stériles des partis, et de permettre éventuellement une coalition gouvernementale apte à imposer une nouvelle constitution, basée sur des principes autres que ceux de l'individualisme du XIXème siècle.

CLAES reconnait l'obstacle que constituent les cinq sous-cultures politiques qui stérélisent les provinces flamandes (et wallonnes où l'Iron Heel est plus pesant encore). L'offensive à mener contre le régime d'escrocs est d'ordre culturel. Deux cultures populaires sont appelées à remplacer les slogans insipides et abrutissants de l'establishment ignare. C'est évident. En Flandre, cette offensive populaire est culturellement possible. En Wallonie,

rien ne pointe à l'horizon. Notre suggestion reste une "éventualité". Mais si cette éventualité ne se concrétise pas, rien ne changera. Même pour les Flamands qui ne pourront rien s'ils n'ont pas à leurs côtés des Ardennais enracinés, des Hennuyers ou des Liégeois vaccinés contre les séductions parisiennes et des Allemands d'Eupen et de St.Vith. Le droit à l'indépendance se conquiert grâce à la solidarité de tous les indépendantistes de la terre. Aux universalismes qui ont fait leur temps, il faut opposer l'universalité de la différence. Vivent les peuples, mort aux systèmes!

Serge HERREMANS.

Lode **CLAES, De afwezige meerderheid,** Davidsfonds, Leuven, 1985, 166 blz. 395 BF.



A nos abonnés:
Nous signalons le rythme de parution de notre revue pour les mois prochains. N°17: Juin 1985. N°18/19 (Juillet-Août). Il a été préférable de publier un numéro double pour avril/mai de façon à ne pas subir les lenteurs de la poste dues aux multiples congés de mai.
ATTENTION ! Nous ne pourrons désormais plus envoyer de numéros promotionnels gratuits à ceux qui n'auront pas payé leur abonnement. Ci-joint, un bulletin de versement pour vous mettre en règle.

Retour à la nation ?



Engager une polémique contre un nouveau "Zeitgeist": voilà la tâche que s'est assigné Arno **KLöNNE**, jadis fondateur du "Bureau socialiste" et aujourd'hui professeur à Paderborn. Le spectre qui le hante, spectre qui ferait courir danger et gros risque à la RFA, c'est la "renationalisation" de la conscience politique. **Zurück zur Nation?** (= Retour à la nation?): ce titre sonne davantage comme une menace que comme une question. L'objectif déclaré de **KLöNNE**, c'est de prévenir le retour/recours à la Nation, perçue comme idée/facteur déterminant(e) en politique. Le changement qui s'est opéré dans les consciences allemandes, changement qui caractérise le débat politique actuel, **KLöNNE** l'aperçoit dans la perte d'une vision/guide du monde occidentalo-centrée, corrollaire d'une recherche de l'identité nationale. "Des courants d'idées très différents comme la 'Nouvelle Droite' et les 'nouveaux mouvements sociaux' (1) convergent dans leurs critiques adressées à la société industrielle, aux idéaux des Lumières et au phénomène de la perte des identités".

Après un résumé très conventionnel de l'histoire ouest-allemande de notre après-guerre, **KLöNNE** écrit un chapitre consacré à la montée du national-socialisme. Ce rapprochement volontaire démontre la volonté polémique de l'auteur. Celui-ci examine les tendances à revaloriser et à relancer dans le débat la question allemande, tendances qui se repèrent tant dans les milieux conservateurs que dans les cénacles nationaux-révolutionnaires et verts/alternatifs. Il se réfère en particulier au philosophe Hans **EBELING** (qui dans **Rüstung und Selbsterhaltung** avait critiqué la course aux armements) (2), aux socialistes Herbert **AMMON** et Peter **BRANDT** (3), au conservateur Günther **ROHRMOSER** (4), à l'historien Hellmut **DIWALD** (5), au politologue Bernard **WILLMS** (6) et aux revues nationales-révolutionnaires **Wir Selbst** (Cf. **Vouloir** n°9) et **Aufbruch** (Cf. **Vouloir** n°6). Même dans les résolutions prises lors de la conférence des ministres de la culture et des cultes des différents Länder de la RFA, **KLöNNE** croit reconnaître les prémisses d'un néo-nationalisme.

Un chapitre spécial est consacré au reflux du conservatisme "honteux" (7). Selon **KLöNNE**, ce conservatisme est dépassé par un courant dit "néo-droitiste" qui permettra, pense-t-il, l'éclosion d'une "Nouvelle Droite" de type français ou italien en RFA. Malheureusement, **KLöNNE** utilise le terme "Nouvelle Droite" sans précision aucune. La Nouvelle Droite française (qu'il ne semble connaître que d'après quelques rares textes allemands) n'a que fort peu de choses en commun avec ce qu'il nomme "Neue Rechte" sans trop porter attention aux détails. La présentation qu'en fait **KLöNNE** s'avère douteuse, surtout lorsqu'il rapproche les valeurs intellectuelles et éthiques portées par le gouvernement en place avec la pensée néo-droitiste. Il est ridicule, en effet, de parler de la "Nouvelle Droite qui se cache et qui attend son heure derrière les partis de l'actuel gouvernement".

De plus, on ne peut parler aujourd'hui d'une "Nouvelle Droite allemande" homogène, les tentatives d'en construire une s'étant avérées sans lendemain. L'intérêt que suscite ce livre réside surtout dans la mise en exergue de sensibilités communes à la "gauche" et à la "droite": recherche de l'identité allemande, élaboration de concepts politiques nationaux-révolutionnaires, progrès de l'idée d'un nationalisme de "libération" (**Befreiungsnationalismus**), valorisation de la "communauté" (**Gemeinschaft**) vis-à-vis de la société (**Gesellschaft**) (selon la terminologie illustrée par Ferdinand **TöNNIES** à la fin du siècle dernier et introduite en France par Raymond **ARON** en 1935) (8). Nous trouvons donc là les points de départ d'un nouveau discours qui amorcera un fructueux dialogue dans la tolérance entre "Wertkonservativen" (9), néo-droitistes et adeptes des nouveaux mouvements sociaux. Conscient des virtualités d'une telle perspective, **KLöNNE** émet des craintes: "Un nouveau mouvement national allemand ne diminuerait pas les risques de guerre en Europe mais, au contraire, les augmenterait". De cette façon (ou d'une façon semblable), les milieux gouvernementaux officiels analysent la situation. Comme **KLöNNE** ne se détache pas d'une vision conformiste et douteuse, qui ne peut analyser la constitution des nouveaux "fronts" qu'avec des refus issus d'un passé révolu, sa polémique tourne à vide.

La démarche de **KLöNNE** se veut loyale à l'égard du statu quo: elle n'est donc pas difficile à démonter et encore moins difficile à rejeter. Parce que la "révolution conservatrice" des années 20 et les mouvements qui, avant et pendant Weimar, voulaient reformer la vie quotidienne, auraient apporté leurs pierres à l'édification du IIIème Reich, les idées et les projets néo-droitistes, écologistes et alternatifs doivent aujourd'hui être rangés parmi les ennemis potentiels de la constitution. Les représentants de la gauche archaïque comme **KLöNNE** défendent depuis longtemps le "système RFA" et son patrimoine d'idées illuministes et égalitaires. Les controverses qui animent le débat sur la question allemande sont encore aujourd'hui consignées par les nouveaux "Verfassungsschützer", les "protecteurs de la constitution", sous la rubrique des sujets "dangereux". Leur triste étroitesse d'esprit ne permet aucune critique solide. Mis à part des images et des rapprochements pertinents, le livre ne nous offre rien de plus qu'un essai verbeux tentant de juguler la force de l'impératif national. Ce livre agit bien dans le sens de Yalta.

Martin Werner KAMP.

Arno **KLöNNE, Zurück zur Nation? Kontroversen zu deutschen Fragen,** Diederichs/Horizonte, Köln, 1984, 159 S., DM 19,80.

NOTES DE LA REDACTION

(1) Par "nouveaux mouvements sociaux", l'on entend, en RFA, les groupes (ou groupuscules) de citoyens qui s'organisent en marge de la société industrielle, tout en faisant référence aux divers avatars de l'idéologie romantique, idéologie dont l'axe central est un "biocentrisme". Ce biocentrisme est très présent dans l'écologisme de "gauche" comme de "droite". Le biocentrisme est généralement couplé à l'idée/idéal de communauté.

(2) Hans Ebeling vient de faire paraître un "Nouveau Discours à la Nation Allemande" où, au départ des philosophes Fichte, Hegel et Heidegger, il en vient à démontrer que l'avenir doit être placé sous le signe d'une volonté d'auto-conservation.

(3) Peter Brandt et Herbert Ammon souhaitent la création d'une confédération allemande sur le modèle yougoslave. Ils veulent également le départ de toutes les troupes étrangères des deux Allemagnes.

(4) Günther Rohrmoser est un philosophe/sociologue conservateur, actif dans des cercles proches des partis confessionnels, qui déplore l'invasion en Allemagne des concepts propres aux philosophies des Lumières. Ces concepts, une fois transformés en slogans politiques et incarnés dans des institutions, provoquent irrémédiablement le déclin. Ces mythes progressistes occidentaux disloquent les sociétés organiques et ne parviennent pas à réaliser tout ce qu'ils promettent. Rohrmoser développe là une critique profonde des racines de l'occidentalisme.

(5) Cf. ***Vouloir*** *n°8.*

(6) Bernard Willms a élaboré une philosophie politique de la nation au départ de Hobbes, Fichte, Gehlen et Schmitt. Nous y reviendrons dans une de nos prochaines livraisons.

(7) Le conservatisme honteux ("Demutskonservatismus") est l'idéologie typique de ceux qui, dans les années 50 et 60 où le mythe du progrès avait atteint son apogée, estimaient que le progressisme n'allait pas réaliser ses promesses et que les idéologèmes conservateurs gardaient toute leur validité critique. Il y a vingt ou trente ans, cette approche des phénomènes sociaux condamnait à la marginalité. Et pour sortir de cette marginalité, il fallait "habiller" son conservatisme de frusques "modernes". Klönne pense que le style adopté en France par Alain de Benoist et ses amis, qui ont résolument accepté la modernité sans renier leur critique du progressisme, est porteur d'avenir et relèguera au musée le "Demutskonservatismus" allemand.

(8) Cf. Raymond Aron, La sociologie allemande contemporaine, PUF/Quadrige (n°18), 1981 (4ème éd.).

(9) Dans le vocabulaire politique allemand contemporain, il faut opérer une distinction entre "Wertkonservativen" et "Strukturkonservativen". Les "Wertkonservativen" souhaitent conserver des valeurs qu'ils estiment immémoriales, les "Strukturkonservativen" veulent conserver les privilèges que leur ont octroyé les systèmes politique et économique en vigueur. Pour la gauche, "Wertkonservatismus" a une connotation positive, "Strukturkonservatismus", une connotation négative.



LE SOLEIL D'ALLAH BRILLE SUR L'OCCIDENT

Une fois n'est pas coutume, nous voudrions signaler aux lecteurs de **Vouloir** un livre dont la première édition date de 1963 et qu'Albin Michel a décidé de rééditer en septembre 1984. L'ouvrage est celui d'une historienne allemande, Sigrid **HUNKE**, auteur d'un livre remarquable traitant de l'**autre religion de l'Europe**, celle dont l'Eglise institué empêcha de s'exprimer et d'agir durant des siècles d'obscurantisme.

Dans le présent livre, Sigrid **HUNKE** nous brosse un tableau remarquable des créations issues de l'intelligence arabe. Le lecteur sera surpris par la variété et la richesse des inventions des savants arabes, pendant que l'Europe, soumise à la plus implacable des dictatures intellectuelles, était mise dans la position d'un mineur en tutelle. Cette divergence de situation, avec, d'une part, une civilisation arabe-islamique, où les chercheurs et les philosophes étaient reconnus comme des hommes libres et, d'autre part, une Europe interdite de toutes recherches susceptibles de remettre en cause les dogmes et les principes de l'Eglise chrétienne, nous induit à nous poser la question suivante: pourquoi cette différence totale d'attitude devant la science et l'intelligence humaines des deux religions monothéistes? Autrement dit, les valeurs de l'Islam en expansion, appuyées sur un principe universel de tolérance et d'ouverture au monde en devenir, ont-elles favorisé le progrès de la réflexion humaine et, a contrario, les valeurs judéo-chrétiennes, marquées par l'intolérance et le refus de toute connaissance nouvelle, ont-elles stérélisé tout progrès de la pensée?

On est frappé, à la lecture de l'ouvrage de Sigrid **HUNKE**, par cette cassure historique qui, partant de la fin de l'Antiquité, poursuit sa trace plusieurs siècles durant en Europe. Cette cassure est celle introduite par l'autorité sans pareille de l'Eglise catholique qui interdira aux Européens toute liberté de recherches expérimentales. Les magnifiques tentatives, souvent plus intuitives qu'expérimentales, de nos ancêtres grecs concernant l'astronomie, la géométrie, l'arithmétique, seront recueillies précieusement par les savants arabes. Héritage ou sauvetage? Parlons plutôt de sauvetage puisque, face à la furie destructrice des chrétiens, seule la protection éclairée des califes arabes permettra la survie d'une grande part de la culture antique des Grecs. En conservant cette culture, en particulier après le grand incendie criminel de la bibliothèque d'Alexandrie par des terroristes chrétiens, les Arabes eurent alors matière pour développer prodigieusement les intuitions des savants grecs.

Un domaine est tout particulièrement à retenir: celui des mathématiques et, en général, des sciences dites exactes. Grâce à une formidable intelligence synthétique, à l'utilisation des différents apports culturels (notamment l'utilisation de la numération indienne), les savants arabes jetèrent les bases de la science moderne. C'est grâce en effet à une ouverture intellectuelle, de nature historiale, aux "chiffres indiens" (les signes numériques qui constituent de nos jours la base indispensable à tout calcul, du plus simple, payer un achat chez votre boulanger, au plus complexe, les résolutions d'équation au quatrième degré) que les Arabes mirent au point des formules aussi essentielles à tout progrès scientifique que les fractions ou les décimales après la virgule. Le maître en la matière s'appelait **Al-Khovaresmi** (de son vrai nom **Mohammed ibn Mousa al-Khovaresmi**; il vécut sous le règne éclairé du calife **Al-Mamoun** - 813/833). Ce savant, auteur de nombreux ouvrages de géographie et d'astronomie, fut traduit trois siècles après sa mort en latin par l'Anglais **Athelhart de Bath** et rendu accessible aux savants européens. Mais son oeuvre principale reste ses livres de mathématiques, l'un sur les méthodes de simplification des équations, intitulé "**Algabr**" (qui donnera le mot "algèbre") et l'autre, un petit recueil d'arithmétique qui avait pour ambition d'enseigner le "calcul indien" (addition, soustraction, redoublement et dédoublement, multiplication et division et, enfin, calcul des fractions). Ajoutons que de ce nom découlera plusieurs siècles plus tard, le terme de "**algoritmi**", racine d'algorithme! Les partisans de la méthode indienne étant alors, par extension, surnommés les "algorithmiciens" par opposition à une autre école, partisane, elle, d'une méthode différente de calcul, les "abacistes"...



"Wahed", l'Unique, tel est le nom divin qui symbolise le mieux l'Islam.

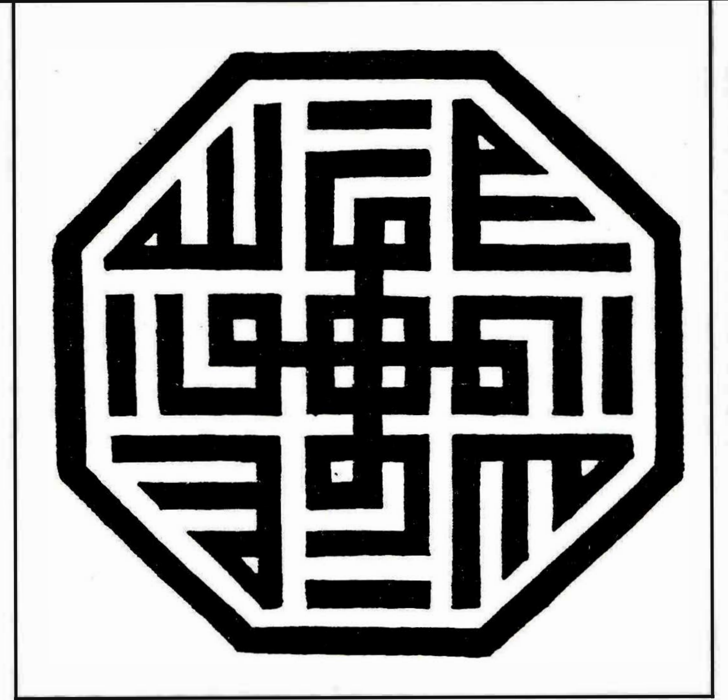
Evoquons aussi les recherches de très haut niveau des trois fils de **Moussa ben**

Chakir avec l'aîné, Mohammed, confident des califes et auteur des premières tables astronomiques (appelées tables "éprouvées" ou "mamouniques"), qui réussit à calculer le premier la circonférence de la Terre, améliorant de façon remarquable les travaux du Grec **Eratosthène;** de son frère Achmed, auteur du **"Livre des dispositifs ingénieux"** et du troisième de la famille, Al-Hassan, géomètre et auteur, entre autres ouvrages, d'un traité sur les sections coniques.

Il serait très long d'énumérer toute la richesse de la culture arabe dont Sigrid **HUNKE** nous fait l'inventaire. Une leçon pourtant se dégage de ce livre. Comment les Européens ne reconnaîtraient-ils pas dans cette culture arabo-islamique un des éléments les plus essentiels de notre futur dialogue euro-arabe? Il est en effet nécessaire, face aux impérialismes planétaires, que la solidarité géopolitique entre une grande nation arabe et une Europe unie s'appuie sur un référent culturel et non sur des spéculations d'ordre économique. Un refus total, par l'Europe, de la civilisation occidentale doit s'accompagner d'un accroissement de la considération que les peuples européens et arabes doivent mutuellement se porter. N'est-ce pas là la voie de notre indépendance continentale ? ...

Ange SAMPIERU.

Sigrid **HUNKE**, **Le soleil d'Allah brille sur l'Occident**, Paris, Albin Michel, 1984 (2ème éd.), 39 FF.



*Sceau en lettres koufiques monumentales, composé de la formule **huwa-Allah** répétée quatre fois. **Huwa** en langue arabe signifie "Lui". Le sceau représente de ce fait l'Ipséité, l'Aséité divine, le "Soi" suprême. D'après l'Islamologue allemand Titus **BURCKHARDT** (in **Introduction aux doctrines ésotériques de l'Islam**, Dervy-Livres, 1969).*

L'Islam, comme la religiosité pré-hellénique et celle de l'Europe centrale et septentrionale d'avant le christianisme, est non-dualiste et ne rejette pas le sacré hors du monde.

L'ISLAM DES ROMANTIQUES

On se souvient de l'ouvrage paru l'an dernier aux éditions **La Découverte** qui traitait de la vision de l'Europe que les Musulmans avaient eue pendant des siècles (B. **LEWIS**, **Comment l'Islam a découvert l'Europe**, cf. notre recension in **Vouloir** n°5). Avec ce nouvel ouvrage de Claudine **GROSSIR**, c'est une vision de l'Islam dans un courant littéraire et culturel particulier, le romantisme en l'occurrence, que nous sommes amenés à découvrir. Chacun sait, en effet, que l'Orient fut une source permanente d'inspiration pour la littérature romantique européenne. En fait, beaucoup plus qu'à l'Orient, c'est à l'Islam en tant que civilisation globale appuyé sur les textes du Coran, que vont s'intéresser les Romantiques. Parce que le Coran assume toutes les fonctions communautaires, civiles et religieuses, sociales et familiales, il est le **substrat** de l'Islam conçu comme communauté historique.

L'intérêt des Romantiques pour cette civilisation leur ouvre d'autre part toute une littérature qui fut, depuis l'époque des Croisades, niée par un sentiment d'hostilité envers le monde arabe. L'écrivain **CHATEAUBRIAND** se présente lui-même comme un croisé en Terre Sainte, rejoignant **DUMAS** fasciné par la croisade de **Louis IX le Pieux** en Islam. Islam et Romantisme médiévalisant sont alors indissolublement liés dans l'inconscient romantique. La même relation d'hostilité/fascination se retrouve dans la comparaison entre l'art arabe et l'art gothique. La valorisation du Moyen-Age européen s'accompagne d'un mépris ambigu de l'Islam. Ce sentiment allait pourtant évoluer avec la création de l'Empire ottoman. Les relations commerciales favorisent non seulement les économies des deux régions, mais aussi une découverte par les Européens et les Musulmans de leurs cultures respectives. En 1539, c'est notamment la création de la première chaire de langue arabe au Collège de France.

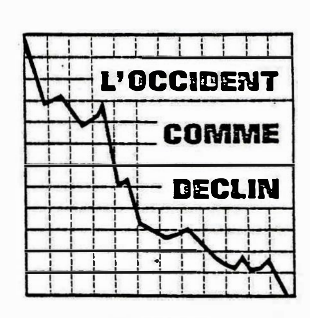
Malgré l'intérêt porté par les philosophes du XVIIIème siècle à la culture islamique (**Voltaire** exprime une admiration sincère pour la "rationalité" de l'Islam) et les universitaires européens (Antoine **GALLAND** fait la première traduction des **Mille et une nuits** et on crée à Paris l'Ecole des Langues Orientales en 1795), les Romantiques ne peuvent être considérés, selon Claudine **GROSSIR**, comme des "continuateurs fidèles". Sans compter l'expédition de **Bonaparte** en Egypte qui casse le fossé historique et culturel entre l'Europe et l'Islam.

Claudine **GROSSIR** distingue deux catégories de Romantiques: les uns connaissent l'Islam par la lecture d'informations récoltées auprès des voyageurs. Ce sont principalement: **Hugo, Dumas, Mérimée**. Les autres furent de véritables écrivains voyageurs comme **Lamartine** par exemple. La date de 1811 qui ouvre cette étude est celle de la publication de l'**Itinéraire de Paris à Jérusalem** de **Chateaubriand.** Le refus marqué du monde contemporain, où triomphent alors la philosophie des Lumières et l'encyclopédisme, se traduit par une recherche des sources historiques. Il y a chez les Romantiques une "occultation permanente du présent et une prédilection marquée pour l'histoire ancienne". L'hostilité des premiers romantiques pour l'Islam évolue pourtant très vite vers une sensibilité positive à l'égard du monde arabe. L'Orient islamique devient, pour Victor **Hugo**, la "terre d'élection du romantisme".

Cette sensibilité, répétons-le, n'est pourtant pas d'une seule pièce. L'Islam est à la fois paradis et enfer! Il est aussi marqué chez les Romantiques par une "absence de toute perspective historique". Le romantique mélange alors, dans sa vision, les images de "gloire" et de "décadence" qui, selon lui, caractérisent l'Islam. Seul **Lamartine** dépassera cette antinomie de la vision romantique. Mais si cette vision tente une découverte, elle n'est tout de même pas exempte de tout européocentrisme. Néanmoins, en voulant dominer l'Orient, les écrivains romantiques subirent en fin de compte la fascination dominatrice de cette civilisation traditionnelle. Il reste que le romantisme, mouvement de redécouverte de certaines racines culturelles, en se confrontant à une autre culture, favorisa aussi la ré-appropriation d'une histoire identitaire que la Révolution avait refoulé dans les grottes de l'obscurantisme.

Ange SAMPIERU.

Claudine **GROSSIR**, **L'Islam des Romantiques**, Tome I 1811-1840, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, 78 FF.



Les éditions **AGIR POUR L'EUROPE**, fondées très récemment, se sont données pour tâche de reproduire des ouvrages épuisés. **L'Occident comme déclin** de notre ami et collaborateur Guillaume **FAYE** a connu un tel succès qu'un mois après sa parution, le titre n'était plus disponible. L'ouvrage reparaît aujourd'hui sous une forme et une présentation nouvelles. La lecture de ce texte décisif est impérative pour qui veut comprendre la dynamique involutive de notre civilisation et connaître les remèdes, les techniques chirurgicales pour sortir de la crise des valeurs.

Prix: 160 FB ou 25 FF.

Adresse: **AGIR POUR L'EUROPE**,
B.P. 45,
B-4920 EMBOURG.

Cette réédition est également disponible à notre SERVICE LIBRAIRIE. Il convient d'ajouter 18 FB pour le port.

VOULOIR

Supplément bibliographique **mensuel** à la revue **ORIENTATIONS.**
N°15/16 AVRIL-MAI 1985.
Prix: 70FB-11FF-3FS-3,50DM-2100Lire-1,75 $ Canadien.

abonnez-vous

L'abonnement à **VOULOIR** coûte 450 francs belges à verser au compte BBL n°310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent par chèques à l'ordre de Robert Steuckers. Pour l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, la formule des mandats postaux s'avère la meilleure.
Les mandats postaux doivent être adressés à la fois à la revue et à Robert Steuckers.

L'abonnement donne droit à 12 numéros de **VOULOIR.** Ce supplément à la revue **ORIENTATIONS** paraîtra dix fois par an.

Il est désormais possible de s'abonner à la revue **ORIENTATIONS.** Pour quatre numéros et 12 numéros de **VOULOIR,** le prix s'élève à 900 francs belges (ou 140 francs français). Ceux qui ont déjà versé leur abonnement à **VOULOIR** et souhaitent prendre un abonnement à la revue **ORIENTATIONS** devront ajouter 500 francs belges (ou 80 FF).

Prix des abonnements de soutien à **VOULOIR** (donnant droit à deux numéros de chaque livraison): 600 FB (ou 85 FF, 30 DM, 20 FS). Donnant droit à trois numéros de chaque livraison: 700 FB (ou 100 FF, 35 DM, 28 FS).

Notre adresse:

ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB n°41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.



Editeur responsable: Robert Steuckers, **BPB n°41,** B-1970 Wezembeek-Oppem.

SERVICE LIBRAIRIE

ELEMENTS n°53 / Printemps 1985 / Thème central: **Les Arabes.** Prix: 140 FB + 10 FB (port).

Consacré aux Arabes et à la civilisation islamique, le dernier numéro d'**Eléments** est un pavé -un gros- dans la mare nauséabonde des idées reçues. Les grenouilles occidentales vont coasser de dépit et d'étonnement. Renvoyant dos à dos les nostalgiques de la bataille de Poitiers (pour lesquels tout ce qui est arabe ou islamique est nécessairement "mauvais" et qui ignorent que les "Arabes" de Poitiers étaient des Wisigoths islamisés) et les partisans de la Tour de Babel (pour lesquels Arabes du Maghreb et du Machrek, Slaves et Germains, Patagons et Boshimans, Tamouls et Chinois, Romans et Grecs, Indiens et Yakoutes doivent communier en extase dans le culte universel des vidéo-clips de Michael Jackson), l'éditorialiste Robert **de HERTE** insiste pour nous dire qu'en cette fin du XXème siècle, les civilisations arabe et européenne doivent reconnaître leur identique communauté de destin géopolitique. L'histoire leur commande donc de **dialoguer,** de trouver et de retrouver dans le présent et le passé, les éléments de culture qui leur sont communs. Au-delà de la campagne gnangnan "Touche pas à mon pote", qui n'est finalement qu'une tentative de **normalisation** occidentale négatrice et des patrimoines européens et du patrimoine arabo-islamique, le dossier d'**Eléments** vise plusieurs objectifs: jeter les bases d'une alliance euro-arabe dirigée contre le duopole américano-soviétique, se débarrasser des clichés sans fondements que plaquent les Européens (surtout les Catholiques) sur la civilisation islamique, mettre en exergue les legs que l'Europe médiévale a reçu des Arabes.

C'est Guillaume **FAYE** qui aborde la question géopolitique. Il dénonce la présence américaine en Afrique du Nord qui remonte à 1783 ! Il nous explique le rôle joué par les Etats-Unis dans le processus de décolonisation où ils ont cherché à affaiblir l'Europe tout en retardant le dialogue euro-islamique. Européens comme Arabes sont tombés dans le piège. Mais les fausses élites européennes, souffrant d'arabophobie catholique ou sioniste, ont enregistré avec satisfaction cette cassure. **FAYE** plaide ensuite pour la création de deux blocs solidaires, indépendants sur les plans militaire et économique. Cette alliance réduirait à néant la logique de Yalta et briserait le jeu de l'interdépendance économique internationale qui fait des Etats-Unis les arbitres et les maîtres des flux d'échanges.

Ensuite, Jean-Pierre **PERONCEL-HUGOZ,** interrogé par Pierre **VIAL,** répond aux questions que se posent spontanément la plupart des Européens à propos des nations arabes et des moeurs sociales islamiques. Robert **de HERTE** nous évoque un précurseur du dialogue euro-arabe, Jacques **BENOIST-MECHIN.** Pierre **VIAL,** médiéviste, nous rappelle le temps où "l'Arabe était le diable".

L'historienne et islamologue allemande Sigrid **HUNKE** nous parle de ce que l'Europe doit aux Arabes dans les domaines scientifiques et philosophiques. Sigrid **HUNKE** a écrit un livre (à paraître très bientôt chez **Le Labyrinthe)** consacré à "l'autre religion de l'Europe", où elle retrace la généalogie de la pensée non-dualiste européenne, refoulée par le christianisme et l'Eglise triomphants. Ce non-dualisme, ou unitarisme, a été très vivace dans le Nord de l'Europe (ce que n'omet pas de signaler le philosophe iranien **Seyyed Hossein NASR)** et ses structures mentales, proches du panthéisme, valorisent le monde vivant et favorisent l'acquisition de savoir; absolues contraires du mental "chrétien-officiel", elles correspondent au non-dualisme islamique, à son sens de l'Unique. C'est sur la base de cette identité dans l'approche du monde que les deux civilisations devront se rapprocher pour lutter, pour lancer conjointement une implacable **Jihad** contre la civilisation médiocre et vulgaire que promeuvent les Etats-Unis, dépositaires du terrorisme dualiste (incendiaire de la Bibliothèque d'Alexandrie et allumeur des bûchers de Salem), propre du fanatisme chrétien, idéologie foncièrement anti-scientifique et hostile au monde charnel.

L'Italien Claudio **MUTTI,** converti à l'Islam, explique ensuite son itinéraire aux lecteurs d'**Eléments.** Engagé dans le mouvement **Jeune Europe,** présidé par le Belge Jean **THIRIART, MUTTI** a milité pour une Europe dégagée de l'emprise des blocs et alliée aux causes palestinienne et nassérienne. **MUTTI** a découvert ensuite la valeur du non-dualisme islamique, où le politique n'est pas dissocié du religieux. Il a également été fasciné par la notion de **Jihad** où transparaît une éthique guerrière semblable à celle des plus anciennes traditions indo-européennes.

Ce dossier d'**Eléments** est à lire en parallèle avec ceux qu'Yves **LACOSTE,** directeur de la revue **Hérodote,** vient de faire paraître aux éditions **La Découverte: Géopolitiques des Islams** et **Les Centres de l'Islam.**

REBIS n°6 / Automne 1984 / Prix: 220 FB + 10 FB (port).

L'objectif de **Rebis** (dont le sous-titre étonne plus d'un: Révolution sexuelle et Tradition), c'est de montrer que notre décadence sociale entraîne une primitivisation de l'amour. **Rebis** cherche donc à expliquer la sexualité d'avant la primitivisation que nous connaissons actuellement. Dans le numéro 6 de cette revue, on trouvera **Magie sexuelle et vampirisme sexuel dans la Chine ancienne** (par Julius **EVOLA), Fondements et déclin du mariage** (par Maître Georges **de MALEVILLE).**

SUITE DE L'EDITORIAL

ça sert à quelque chose. Deux ou trois naïfs ont cependant déployé le Vlaamse Leeuw, vieil emblème de nos provinces. Il leur fut arraché illico presto par les butors policiers de la commune "libérale" de Bruxelles. Des badauds (exotiques?) criaient au nazisme (!). Pourtant les Flamands, surtout bon nombre de nationalistes, sont des catholiques inébranlables dans leurs convictions. Mais sont-ce des Catholiques de seconde voire de quatrième zone? Il est sans doute écrit, quelque part dans les écritures yahviques, que l'insolence des Gueux ne se pardonnera qu'à la vingt-septième génération.